

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 86.
N° 2.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TENUARE 1937.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger	64 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	1 50
Annonces commerciales et avis divers :	4 fr.
Les mêmes renouvelées	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	1 40

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1936

Pages

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

29 décembre...	Arrêté n° 1234 a. g. f., annulant un ordre de recette	50
29 décembre...	Arrêté n° 1240 a. g. f., interdisant au sieur Chung Leong Wa, n° 3943, dit Afa, de séjourner dans les îles de l'Océanie française autres que Tahiti	50
29 décembre...	Arrêté n° 1241 a. g. f., portant interdiction au sieur Kohler, (Ludwig), de nationalité allemande, de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie	50
29 décembre...	Arrêté n° 1242 a. g. f., portant interdiction au sieur Tchlong Quin Fou, n° 917 de nationalité chinoise de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie	51
29 décembre...	Arrêté n° 1244 a. g. f., portant interdiction au sieur Yann Kun Choe n° 4084, de nationalité chinoise, de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie	51
29 décembre...	Arrêté n° 1244 bis, a. g. f., portant interdiction au sieur Cheung Kam Cheong n° 4331, de nationalité chinoise de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie	51
29 décembre...	Arrêté n° 1245 a. g. f., déterminant la qualité des parts revenant à la Commune de Papeete dans diverses contributions locales, prévues au budget de 1937	51
29 décembre...	Arrêté n° 1246 a. g. f., fixant la quote-part de la Commune de Papeete dans les dépenses de personnel et de matériel de l'Ecole communale de Papeete pour l'exercice 1937	52
29 décembre...	Arrêté n° 1247 a. g. f., déterminant le montant et fixant l'emploi du produit du prélèvement général de 10 % sur les dépenses de la Commune mixte d'Uturoa pendant l'exercice 1936	52
29 décembre...	Arrêté n° 1248 a. g. f., fixant pour l'exercice 1937, la quote-part de la Commune mixte d'Uturoa dans les dépenses de la Police	53
29 décembre...	Arrêté n° 1249 a. g. f., fixant forfaitairement la part de la Commune mixte d'Uturoa dans les frais de gestion du proposé du Trésor, Recouvreur de ladite Commune pendant l'exercice 1937	53
30 décembre...	Décision n° 1250 c., portant suspension de fonctions avec privation de solde, de M. Boubée, (Jean), agent auxiliaire chargé du Service d'agriculture	53
30 décembre...	Décision n° 1251 c., chargeant temporairement M. Guého, (Raymond), commis auxiliaire principal hors classe du Service local de la gestion du Service d'agriculture en remplacement de M. Boubée, (Jean)	53
31 décembre...	Arrêté n° 1252 a. g. f., autorisant la formation d'une société coopérative de consommation dite " Mohitu " à Vahitahi (Tuamotu rattachées)	54
31 décembre...	Arrêté n° 1253 a. g. f., autorisant la formation d'une société coopérative de consommation dite " Tihaki " à Vahitahi (Tuamotu rattachées)	54

31 décembre...	Décision n° 1254 c., portant nomination du personnel au Service des Douanes et Contributions	54
31 décembre...	Arrêté n° 1255 c., portant promotion dans le personnel des cadres locaux (épousément du tableau complémentaire d'avancement pour l'année 1936)	54
1937		
4 janvier	Décision n° 1 c., nommant le Médecin-Capitaine Gast, (Pierre, Marie), des troupes d'Infanterie coloniale, Chef de la Circonscription administrative des Marquises	55
4 janvier	Arrêté n° 2 j., déterminant les contraventions qui doivent faire l'objet d'un arbitrage conformément au décret du 21 novembre 1933	55
4 janvier	Décision n° 3 c., portant transfert aux îles Gambier de condamnés aux travaux forcés et de relégués	55
4 janvier	Décision n° 5 c., désignant les commissions de classement du personnel des cadres locaux chargés de dresser le tableau d'avancement de l'année 1937	59
6 janvier	Arrêté n° 8 c., fixant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement pouvant être faites dans le cadre de la trésorerie pendant l'année 1937	59
6 janvier	Décision n° 8 bis, c., désignant la commission de classement du personnel du cadre local de la trésorerie	59
6 janvier	Décision n° 9 a. g. f., allouant une indemnité forfaitaire de tournées à M. Lancelotti, agent sanitaire de l'île Moorea	60
11 janvier	Décision n° 20 a. g. f., accordant une subvention de 1.500 francs au Comité du monument " Maréchal Foch "	60
12 janvier	Arrêté n° 21 a. g. f., fixant la liste des prix, denrées, objets et marchandises de première nécessité suivi de la liste des prix arrêtés par le Comité de surveillance des prix dans sa séance du 7 janvier 1937	60
12 janvier	Arrêté n° 22 c., déterminant les conditions de recrutement du personnel auxiliaire de la trésorerie des Etablissements français de l'Océanie	62
12 janvier	Décision n° 23 c., portant nomination du personnel auxiliaire au Service du Trésor	62
12 janvier	Décision n° 24 c., portant rétribution du militaire garde-casse au Trésor	62
12 janvier	Décision n° 25 c., comportant paiement d'une dépense nécessitée par le maintien en état de propreté des locaux du Trésor	63
Extraits		63

ACTE MUNICIPAL

1936

29 décembre...	Arrêté municipal interdisant le tir des pièces d'artifice, fusées ou pétards	63
----------------	--	----

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

22 octobre...	Décret relatif aux modifications à apporter aux conditions de recensement et de revision des contingents	64
22 octobre....	Arrêté ministériel pour la formation de la 2 ^e fraction de la classe de 1930 et de la classe de 1937	64

AVIS OFFICIELS

Recrutement. — Avis relatif au recrutement en 1937.....	60
Cabinet du Gouverneur. — Circulaire n° 81 a., à Messieurs les Chefs de Circonscriptions Administratives et Chef de Poste Administratif, concernant les bourses d'enseignement à l'École Centrale.....	66

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLE ET INFORMATION

Aéro-Club de Tahiti. — Avis.....	66
----------------------------------	----

STATISTIQUE

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de décembre 1936.....	67
---	----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	68
Annonces commerciales et avis divers.....	70

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1234 a. g. f., annulant un ordre de recette.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'ordre de recette n° 1281, en date du 14 novembre 1936, émis contre M. le Capitaine de la goélette "Mouette" appartenant au Service local, pour le compte de M. Salmon James, matelot de ladite goélette et s'élevant à la somme de soixante six francs (66 frs), représentant le montant des frais d'hospitalisation du matelot susnommé.

Vu les explications fournies par le Capitaine de la goélette "Mouette" ;

Considérant que les frais d'hospitalisation incombent normalement à l'armateur ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'ordre de recette n° 1281 de soixante six francs (66 frs), émis le 14 novembre 1936 contre M. le Capitaine de la goélette "Mouette" appartenant au Service local, pour le compte de M. Salmon James, matelot de ladite goélette et représentant le montant des frais d'hospitalisation du matelot susnommé est annulé.

Les écritures administratives et comptables du Service local seront rectifiées en conséquence.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1240 a. g. f., interdisant au sieur Chung Seong Wa n° 3943, dit Afa, de séjourner dans les îles de l'Océanie française autres que Tahiti.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 mai 1932 autorisant le Gouverneur des Établissements français de l'Océanie à interdire l'accès et le séjour de certaines îles de la Colonie aux personnes non originaires de ces îles ;

Vu le rapport, en date du 7 novembre dernier, du Chef de la circonscription des îles Gambier et Tuamotu rattachées, rendant compte du commerce illicite d'alcool entrepris à Nukutavake par l'Asiatique Chung Seong Wa n° 3943 dit Afa ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'accès et le séjour des îles de l'Océanie française autres que Tahiti sont interdits au sieur Chung Seong Wa n° 3943, dit Afa, résidant actuellement à Nukutavake.

Art. 2. — Le Chef de la Circonscription des îles Gambier et Tuamotu rattachées et le Chef de la Sûreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1241 a. g. f., portant interdiction au sieur Kohler (Ludwig), de nationalité allemande, de résider sur le territoire des Établissements français de l'Océanie.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et à leur séjour dans la Colonie ;

Considérant que le sieur Kohler (Ludwig), titulaire d'un passeport dont le visa n'était valable que pour trois mois, après avoir bénéficié d'un sursis de départ, a été invité à quitter la Colonie par première occasion ;

Considérant que le susnommé a sciemment manqué le départ du navire "Ville de Strasbourg", le 18 décembre dernier et marqué ainsi son vif désir d'éluder cette invitation ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au sieur Kohler (Ludwig), de nationalité allemande, de résider dans les Établissements français de l'Océanie ;

Art. 2. — Le dénommé ci-dessus sera embarqué, à ses frais, sur l'un des prochains bateaux à destination de San-Francisco ou de Marseille.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1242 a. g. f., portant interdiction au sieur Tchiong Quin Fou n° 917, de nationalité chinoise, de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS, DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et à leur séjour dans la Colonie ;

Considérant que le nommé Tchiong Quin Fou n° 917 a été condamné :

1°) le 11 janvier 1932 par le tribunal supérieur de Papeete à 3 mois de prison et 100 francs d'amende pour complicité de dénonciation calomnieuse ;

2°) à la même date à 2 ans de prison et 100 frs d'amende pour subornation de témoins ;

3°) le 8 avril 1936 à 2 mois de prison et 1000 frs d'amende pour dénonciation calomnieuse ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au sieur Tchiong Quin Fou n° 917, de nationalité chinoise, de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le dénommé ci-dessus sera embarqué, à ses frais, sur l'un des prochains paquebots à destination de la Chine (via San-Francisco ou Wellington).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1244 a. g. f., portant interdiction au sieur Yam Kun Chee, n° 4084, de nationalité chinoise, de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et à leur séjour dans la Colonie ;

Vu la condamnation encourue le 22 octobre 1936 par l'Asiatique Yam Kun Chee, n° 4084, pour tenue de loterie clandestine ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au sieur Yam Kun Chee n° 4084, de nationalité chinoise, de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le dénommé ci-dessus sera embarqué, à ses frais, sur l'un des prochains paquebots à destination de la Chine (via San-Francisco ou Sydney).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1244 bis a. g. f., portant interdiction au sieur Cheung Kam Cheong, n° 4351, de nationalité chinoise, de résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et à leur séjour dans la Colonie ;

Considérant que le sieur Cheung Kam Cheong n° 4351, de nationalité chinoise, a été condamné :

1°) le 15 octobre 1927, à quatre mois de prison pour vol d'une bicyclette ;

2°) le 26 octobre 1935 à six mois de prison pour tenue d'une maison de jeux de hasard ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration générale et des finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 29 décembre 1936.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au sieur Cheung Kam Cheong, n° 4351, de nationalité chinoise, de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le dénommé ci-dessus sera embarqué, à ses frais, sur l'un des prochains paquebots à destination de la Chine (via San-Francisco ou Sydney).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936,

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1245 a. g. f., déterminant la quotité des parts revenant à la Commune de Papeete dans diverses contributions locales prévues au budget de 1937.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 61 du décret du 8 mars 1879, portant organisation d'institutions municipales pour la Commune de Nounéa, rendu applicable à la Commune de Papeete par l'article 2 du décret du 20 mai 1890 ;

Vu l'article 47, paragraphe 12 du décret précité pour ce qui concerne la fixation de la part de la commune dans les amendes judiciaires ;

Vu le décret du 11 mars 1897, fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition des droits d'octroi de mer dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1907 sur les droits de consommation ;

Vu l'arrêté du 13 mars 1918, sur le droit des pauvres, modifié par celui du 11 avril 1930 ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1927 fixant la part de la Commune dans la perception des patentes, de l'impôt sur les voitures et de la propriété bâtie ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1928 sur les taxes à l'importation et à l'exportation ;

Vu l'arrêté n° 622 a.g.f., du 31 juillet 1935 réduisant de 10 % la quotité des parts revenant à la Commune de Papeete dans diverses contributions locales ;

Vu la dépêche ministérielle n° c.d., 2 du 6 septembre 1935 prescrivant de réduire la part des dépenses de la Commune et de la Chambre de Commerce de Papeete dans le produit de divers droits, en vue de remédier les effets de la crise sur la situation budgétaire ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La quotité des parts, revenant à la Commune de Papeete, dans divers droits et produits du Service local pour l'exercice 1937, est fixée ainsi qu'il suit :

Produit des amendes judiciaires et autres.....	6.000 fr. (part forfaitaire).
Octroi de mer.....	Part calculée dans les conditions prévues par le décret susvisé du 11 mars 1897 ;
Droit de consommation sur les spiritueux de fabrication locale ou d'importation.....	12 % des recettes effectuées à Papeete, déduction faite de 1/10 ^e pour frais de perception.
Droit des pauvres.....	16 % du produit.
Impôt des patentes.....	16 % des patentes délivrées à l'intérieur de la commune à l'exclusion du produit de supplément à la patente imposé à certains asiatiques étrangers, déduction faite de 1/10 ^e pour frais de perception.
Impôt sur la propriété bâtie.....	21 % du montant des recettes réalisées dans l'étendue du territoire de la commune.
Taxe à l'importation et à l'exportation.....	6 % du produit des recettes, déduction faite de 1/10 ^e pour frais de perception.
Droit de consommation sur l'essence de pétrole.....	12 % du produit des recettes, déduction faite de 1/10 ^e pour frais de perception.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1246 a.g.f., fixant la quote-part de la Commune de Papeete dans les dépenses de personnel et de matériel de l'Ecole Communale de Papeete pour l'exercice 1937.

(Du 29 décembre 1936).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914 réorganisant l'instruction publique dans la Colonie et déterminant les conditions dans lesquelles la Municipalité doit participer aux dépenses de l'Ecole communale de Papeete.

Vu les prévisions budgétaires de l'exercice 1937 ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les dépenses de personnel et de matériel de l'Ecole communale de Papeete sont fixées pour l'exercice 1937, à 22.000 francs.

Art. 2. — Le remboursement par la Municipalité desdites dépenses aura lieu trimestriellement sur ordre de recette du chapitre 4, article 1^{er} du budget dudit exercice, établi par le Service d'Administration Générale et des Finances.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1247 a.g.f., déterminant le montant et fixant l'emploi du produit du prélèvement général de 10 % sur les dépenses de la Commune mixte d'Uturoa, pendant l'exercice 1935.

(Du 29 décembre 1936).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques ;

Vu l'article 2, paragraphe 4 du décret du 8 août 1935 sur les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies du décret précité du 16 juillet 1935 ;

Vu la demande de l'Administrateur-Maire en date du 21 novembre 1936 ;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le montant du prélèvement général de 10 %, effectué en vertu du décret du 16 juillet 1935 sur les dépenses de la Commune mixte d'Uturoa, pendant l'exercice 1935, est arrêté à Trois cent soixante et onze francs quatre-vingts centimes (371 f. 80).

Art. 2. — Cette somme sera affectée provisoirement au compte de recettes hors budget du budget municipal " Recettes faites avant l'ouverture de l'exercice " pour être utilisée à des travaux d'hygiène et de salubrité publiques.

Art. 3. — L'Administrateur Maire de la Commune d'Uturoa et le Receveur municipal de ladite Commune sont chargés, chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1248 a.g.f., fixant pour l'exercice 1937, la quote-part de la Commune mixte d'Uturoa dans les dépenses de la Police.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 17 décembre 1931 portant création et organisation de la Commune mixte d'Uturoa;

Vu l'arrêté n° 365 s.g., du 29 avril 1932, déterminant le régime financier de la Commune mixte d'Uturoa, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté n° 706 a.g.f., du 26 août 1935, fixant pour les années 1935 et 1936, la quote-part de la Commune mixte d'Uturoa dans les dépenses de la Police;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La participation de la Commune mixte d'Uturoa dans les dépenses du personnel de la police, pour l'exercice 1937, est fixée à *Mille deux cents francs* (1.200 frs.).

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1249 a.g.f., fixant forfaitairement la part de la Commune mixte d'Uturoa dans les frais de gestion du préposé du Trésor, Receveur de ladite Commune pendant l'exercice 1937.

(Du 29 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 129;

Vu le décret du 17 décembre 1931 portant création et organisation de la Commune mixte d'Uturoa;

Vu la lettre n° 256/34 c., du 27 juin 1936 de l'Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa;

Vu l'arrêté n° 765 a.g.f., du 31 juillet 1936, modifiant celui du 7 octobre 1932 sur la part forfaitaire de la Commune mixte d'Uturoa dans les frais de gestion du préposé du Trésor, receveur municipal, et fixant à 2.100 francs le montant de ce prélèvement pour l'exercice 1936;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et l'avis conforme de l'Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa,

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le montant du prélèvement à opérer, à titre de frais de gestion, sur les recettes de la Commune mixte d'Uturoa, dont la perception est confiée au préposé du Trésor, est fixé forfaitairement à 2.100 francs pour l'exercice 1937.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1936.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 1250 c., portant suspension de fonctions, avec privation de solde, de M. Boubée, (Jean), agent auxiliaire chargé du Service d'agriculture.

(Du 30 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1913 fixant les peines disciplinaires applicables aux agents des divers cadres locaux;

Vu la décision du 25 octobre 1935 engageant M. Boubée (Jean) en qualité de chargé du cours d'agriculture de l'Ecole Centrale et du Service d'agriculture de la Colonie;

Vu le rapport du 22 novembre 1936 de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances, ensemble le Procès-verbal d'audition de M. Boubée y annexé;

Attendu que M. Boubée, Jean, chargé du Service d'agriculture s'est rendu coupable de la communication à une personnalité étrangère au service d'un document "confidentiel";

Attendu que M. Boubée a reçu communication de son dossier personnel en application de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une suspension de fonctions de 4 mois, avec privation de solde, est infligée pour compter du 1^{er} janvier 1937 à M. Boubée, Jean, agent auxiliaire chargé du Service d'agriculture, pour avoir communiqué un document "confidentiel" de service à une personnalité étrangère à l'Administration.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au Journal officiel de la Colonie.

Papeete, le 30 décembre 1936.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 1251 c., chargeant temporairement M. Gueho (Raymond) commis auxiliaire principal hors classe du Service local de la gestion du Service d'agriculture en remplacement de M. Boubée, (Jean).

(Du 30 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la décision n° 1216 a.g.f., du 23 décembre 1936 admettant M. Gueho (Raymond) commis auxiliaire principal hors classe du Service local à faire valoir ses droits à pension d'ancienneté;

Vu la décision n° 1250 c., du 30 décembre 1936 portant suspen-

sion de fonctions avec privation de solde M. Boubée, Jean, agent auxiliaire chargé du Service d'agriculture ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Guého (Raymond) commis auxiliaire principal hors classe du Service local est chargé temporairement du Service d'agriculture, pour compter du 1^{er} janvier 1937, en remplacement de M. Boubée (Jean) suspendu temporairement de ses fonctions.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1252 a.g.f., autorisant la formation d'une Société coopérative de consommation dite "Mohitu" à Vahitahi (Tuamotu rattachées).

(Du 31 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 23 avril 1920 sur les sociétés coopératives de consommation des colonies ;

Vu les statuts de la Société coopérative de consommation "Mohitu" de Vahitahi ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisée la formation d'une Société coopérative de consommation dite "Mohitu" à Vahitahi (Tuamotu rattachées), conformément aux statuts annexés au présent arrêté et dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 2. — La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1253 a.g.f., autorisant la formation d'une Société coopérative de consommation dite "Titahi" à Vahitahi (Tuamotu rattachées).

(Du 31 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 23 avril 1920 sur les Sociétés coopératives de consommation des colonies ;

Vu les statuts de la Société coopérative de consommation "Titahi" de Vahitahi ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisée la formation d'une Société coopérative de consommation dite "Titahi" à Vahitahi, conformément

aux statuts annexés au présent arrêté et dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 2. — La présente autorisation demeure essentiellement révocable.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1936.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 1254 c. portant nomination de personnel au Service des Douanes et Contributions.

(Du 31 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 1251 c. du 30 décembre 1936, affectant au Service de l'Agriculture, M. Guého (Raymond), Commis auxiliaire principal hors classe du Cadre local actuellement au Service des Douanes et Contributions ;

Vu la décision du 3 décembre 1932, nommant M. Henri Johnston planton auxiliaire du Service des Douanes et Contributions ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Johnston (Henri) planton du Service des Douanes et Contributions est nommé préposé auxiliaire du Service des Douanes et Contributions à la solde mensuelle de six cents francs (600 frs) en remplacement numérique de M. Guého (Raymond) Commis auxiliaire principal hors classe qui a reçu une autre affectation.

Art. 2. — M^{lle} Bourne (Amélie) titulaire du brevet élémentaire métropolitain, est nommée dame employée auxiliaire au Service des Douanes et Contributions à la solde mensuelle de 400 francs.

Art. 3. — Les agents visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus bénéficieront, en outre, de l'indemnité de zone telle qu'elle est allouée au personnel des cadres locaux.

Leur nomination comptera du 1^{er} janvier 1937.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 31 décembre 1936.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 1255 c., portant promotion dans le personnel des cadres locaux (épuisement du tableau complémentaire d'avancement de l'année 1936.)

(Du 31 décembre 1936.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les divers arrêtés organisant les cadres locaux de la Colonie ;

Vu l'arrêté n° 977 c., du 7 octobre 1936 fixant le tableau supplémentaire d'avancement du personnel des cadres locaux pour l'année 1936,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1937 les agents des cadres locaux dont les noms suivent :

Cadre local des services civils.*A l'emploi d'adjoint de 2^{me} classe :*

- MM. Villant (Paul) adjoint de 3^{me} classe, conserve un rappel de services militaires de 6 mois 17 jours ;
 Pailloux (René), adjoint de 3^{me} classe, conserve un rappel de services militaires de 1 an, 7 mois, 17 jours.
 Passard (Charles), adjoint de 3^{me} classe, conserve un rappel de services militaires de 8 mois.

Cadre local des Postes et Télégraphes.*A l'emploi de contrôleur principal de 1^{re} classe :*

- M. Jurd (Marcel) contrôleur principal de 2^{me} classe, conserve un rappel de services militaires de 1 an, 4 mois, 16 jours.

Cadre local des Infirmiers et Infirmières.*A l'emploi d'Infirmier ou Infirmière de 1^{re} classe :*

- M. Van Bastolaer (Auguste) infirmier de 2^{me} classe ;
 M^{me} V^o Allain (Charles) infirmière de 2^{me} classe ;
 M^{me} Cadousteau (Elizabeth) infirmière de 2^{me} classe.

A l'emploi d'Infirmier de 2^{me} classe :

- M. Lantéirès (Etienne) infirmier de 3^{me} classe.

A l'emploi d'Infirmier de 3^{me} classe :

- M. Hopuetai a Raihauti, infirmier de 4^{me} classe.

Cadre local de l'Imprimerie.*A l'emploi d'ouvrière de 6^{me} classe :*

- M^{me} Vincent (née Allain) ouvrière de 7^{me} classe.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1936.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 1 c., nommant le Médecin Capitaine Gast (Pierre-Marie) des Troupes d'Infanterie Coloniales, Chef de la Circonscription Administrative des Marquises.

(Du 4 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 962 a.g.f., du 15 Novembre 1935 fixant à Taiohae le chef-lieu de la circonscription administrative de l'archipel des Marquises ;

Vu le décret du 21 Novembre 1933 portant réorganisation judiciaire dans les Établissements français de l'Océanie et les actes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 489 s.g.f., du 13 juillet 1934, réglementant les conditions dans lesquelles les suppléments de fonctions et indemnités diverses devront être perçus ;

Vu l'arrêté n° 62 a.g.f., et l'arrêté n° 435 a.g.f., des 28 Janvier et 3 Juin 1935 réduisant de 20 % toutes les indemnités ;

Vu le décret du 20 Janvier 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités ;

Vu la décision n° 865 c., du 28 Août 1936 accordant au Médecin-Capitaine Bouisset un congé de convalescence de 3 mois à passer en France ;

Vu la décision n° 876 c., du 31 Août 1936 confiant temporaire-

ment et cumulativement avec celles de Chef de Poste administratif d'Atuona (Hiva-Oa) les fonctions de Chef de Circonscription administrative des Iles Marquises au Gendarme Triffe ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f., du 29 Octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Pour compter du jour de sa prise de service, le Médecin-Capitaine Gast (Pierre-Marie) est nommé Chef de la Circonscription administrative des Iles Marquises en remplacement du Médecin-Capitaine Bouisset.

Le Médecin-Capitaine Gast remplira en outre de ses fonctions médicales et administratives qui lui incombent celle de juge de paix.

Il aura droit en sus de sa solde et accessoires de solde aux indemnités ci-après :

1^o En qualité de Chef de circonscription, aux frais de représentation prévus au tableau H annexé à l'arrêté n° 62 a.g.f., susvisé, soit 2.400 francs l'an, et à l'indemnité de fonctions prévue au tableau A annexé à l'arrêté n° 62 a.g.f., précité, soit 720 frs l'an ;

2^o En qualité de juge de paix à l'indemnité de fonctions prévue au tableau A annexé à l'arrêté n° 62 a.g.f., sus-visé, soit 480 frs l'an. Cette indemnité sera réduite de moitié, conformément aux dispositions du décret du 20 Janvier 1935, relatif aux règles de cumul en matière d'indemnité ;

3^o En qualité de médecin chargé de l'assistance médicale à l'indemnité forfaitaire de déplacement prévue au tableau K annexé à l'arrêté n° 62 a.g.f. sus-visé, soit 2.400 francs l'an.

Art. 2.— En conséquence la décision n° 876 c., du 31 Août 1936 est rapportée.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 janvier 1937.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 2 j., déterminant les contraventions qui doivent faire l'objet d'un arbitrage conformément au décret du 21 novembre 1933.

(Du 4 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'art. 142 § 5 du décret du 21 novembre 1933 qui réorganise le Service de la Justice et détermine les règles de procédure dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu l'avis du Chef du Service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Dans le ressort du Tribunal de Papeete, les contraventions de Simple Police qui figurent au Tableau ci-joint, pourront en 1937, quand le contrevenant n'est pas récidiviste, être soumises au Président du Tribunal pour être par lui arbitrées, conformément à la procédure prévue à l'article 142 § 1 du décret susvisé du 21 novembre 1933.

Art. 2.— Le Chef du Service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 janvier 1937.

H. SAUTOT.

TABLEAU DES CONTRAVENTIONS POUR L'ANNÉE 1937.

Art. 142 et suivants du Décret du 21 novembre 1935.

Nature des contraventions	Pénalités.	Textes
<i>Animaux.</i>		
1 De ne pas s'être conformé aux opérations de recensement de race bovine, chevaline, etc.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 2, arrêté du 18 août 1931, J.O. 1931, p. 338. Art. 471 § 15 du Code pénal.
2 Opposition ou obstacle aux opérations de recensement.	id.	Art. 3, id. id.
3 Fausse déclaration aux opérations ci-dessus.	id.	Art. 3, id. id.
4 Débarquement d'animaux en dehors des heures, venant des îles	1 à 15 fr.	Art. 1 et 3, arrêté du 11 juin 1927, J.O. 1927, page 240.
5 Les animaux venant des districts devront être amenés directement au parc.	id.	Art. 2 et 3, arrêté du 11 juin 1927, J.O. 1927, page 240.
6 Abandon d'animaux sur la voie publique, après débarquement.	id.	Art. 1 et 3, arrêté du 11 juin 1927, J.O. 1927, page 240.
<i>Divagation.</i> (Voir Police rurale).		
<i>Armes à feu et autres.</i>		
7 Défaut de paiement de la taxe pour détention d'armes à feu.	11 à 15 fr. récidive 5 jours de prison.	Art. 1 et suivants, arrêté du 26 octobre 1931, J.O. 1932 page 33 art. 479 et 482 du Code pénal.
8 Achat, vente d'armes à feu, sans autorisation.	id.	Art. 1 et suivants, arrêté du 26 octobre 1931, J.O. 1932, page 33 art. 479 et 482 du Code pénal.
<i>Bain Lotti.</i>		
9 Contravention aux dispositions réglementant l'usage de ce bain.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Arrêté municipal du 23 juillet 1934 J.O. 1934, page 382.
<i>Boisson.</i>		
10 Défaut publication des prix des boissons alimentaires (districts).	11 à 15 fr. récidive 5 jours de prison.	Art. 1 et 6, arrêté du 5 mai 1930, J.O. 1930 page 205-450 art. 479 et 482 du Code pénal.
<i>Chasse.</i>		
11 Chasse sur propriété non clôturée.	1 à 5 fr. récidive 3 jours de prison.	Art. 1 § 2, art. 17, décret du 25 mars 1896 B.O. 1896 page 148 art. 471 § 15 du Code pénal.
<i>Circulation.</i>		
12 Automobile circulant dans rues interdites la nuit, 1/2 heure avant, pendant et 1/2 heure après représentation au "Théâtre Moderne"	1 à 5 fr.	Arrêté municipal du 26 mai 1925, J.O. 1925, page 167 art. 471 § 15 du Code pénal.
13 Stationnement véhicules aux abords du marché.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Arrêté municipal du 20 mars 1931 J.O. 1931 page 224 art. 471 § 15 art. 474-483 du Code pénal.
<i>Coprah.</i>		
14 Fabrication de coprah avec des omoto.	1 à 5 fr.	Art. 1 et 6, arrêté du 17 janvier 1931 J.O. 1931 p. 44.
15 Vente, achat de coprah fabriqué avec des omoto.	id.	Art. 1 et 6, arrêté du 17 janvier 1931, J.O. 1931, page 44.
16 Coprah de mauvaise qualité.	id.	Art. 1 et 6, arrêté du 17 janvier 1931, J.O. 1931, page 44.

Nature des contraventions

Pénalités

Textes

17 Achats de noix de cocos à enfants de moins 16 ans, non munis d'une autorisation écrite.

1 à 5 fr.

Art. 2 et 6, arrêté du 17 janvier 1931, J.O. 1931, page 44.

18 Introduire de l'eau dans cargaison coprah.

id.

Art. 6 et 7, arrêté du 17 janvier 1931, J.O. 1931, page 44.

Denrées alimentaires.

19 Défaut affichage prix des denrées alimentaires (districts).

11 à 15 fr.

Art. 1 et 6, arrêté du 5 mai 1930, J.O. 1930, p. 205, art. 479 et 482 du Code pénal.

20 Vente de denrées alimentaires au dessus des prix fixés par le Comité de surveillance.

1 à 5 fr.

Liste du 19 octobre 1936, J.O. 1936 page 603, art. 471 § 15 du Code pénal.

Étrangers.

21 Défaut de déclaration changement de résidence.

1 à 5 fr. récidive 1 à 5 jours de prison.

Art. 4 décret du 4 décembre 1903 J.O. 1904 page 102.

22 Défaut de déclaration changement de résidence (Tuamotu).

1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.

Art. 2 et 3 arrêté du 25 janvier 1929, J.O. 1929, page 56 art. 471 § 15 du Code pénal.

23 Défaut de paiement de la taxe de séjour.

id.

Art. 2 et 7 arrêté du 11 décembre 1931, J.O. 1931, page 476 art. 471 § 15 et art. 474 du Code pénal.

24 Défaut de paiement de la taxe dite de renouvellement.

id.

Art. 5 et 7 id. id.

Feux de broussailles.

25 Feux de broussailles sur tout territoire de la Commune de Papeete sans autorisation.

1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.

Art. 1, 2 et 3 arrêté municipal du 15 février 1932, art. 471 § 15 et art. 474 du Code pénal.

Hôtels. — Restaurants.

26 Défaut d'inscription dans registre voyageurs.

6 à 10 fr.

Art. 1 et 5, arrêté du 6 janvier 1902 B.O. 1902, page 8 art. 475 du Code pénal.

27 Registre non coté, ni paraphé.

id.

Art. 2 et 5 arrêté du 6 janvier 1902, B.O. 1902 page 8 art. 475 du Code pénal.

28 Mutations non signalées dans 24 heures.

id.

Art. 3 et 5, arrêté du 6 janvier 1902, B.O. 1902, page 8 art. 475 du Code pénal.

29 Non présentation de ce registre sur réquisition de l'autorité.

id.

Art. 4 et 5, arrêté du 6 janvier 1902, B.O. 1902, page 8, art. 475 du Code pénal.

Hygiène.

30 Dépôt d'ordures ménagères et autres sur la voie publique.

1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.

Art. 7 et 41, arrêté du 31 mars 1923, art. 20, décret du 20 mai 1910, J.O. 1923, page 127 et 1910, page 333, art. 471 § 15 du Code pénal.

31 Défaut de couvercle sur récipient à ordures.

id.

Art. 7 et 41, arrêté du 31 mars 1923, art. 20, décret du 20 mai 1910, J.O. 1923, page 127 et 1910, page 333 art. 471 § 15 du Code pénal.

Nature des contraventions	Pénalité.	Textes	Nature des contraventions	Pénalité.	Textes
32 Dépôt matériaux divers sur la voie publique.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 de jours prison.	Art. 8 § 3, art. 41, arrêté du 31 mars 1923 J. O. 1923, page 127. Art. 20, décret du 20 mai 1910, J.O. 1910 page 333 art. 471 § 15 du Code pénal.	54 Transport de viande insuffisamment protégée contre souillures extérieures.	6 à 10 fr. récidive 1 à 5 jours de prison.	Art. 7, 8 et 13, arrêté du 23 février 1934, J.O. 1934, page 110. Art. 475, 477, 478 du Code pénal.
33 Défaut vitrine pour contenir des denrées alimentaires.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 11 et 41 id. id.	55 Vente de viande non estampillée.	id.	Art. 10, 11 et 13, arrêté du 23 février 1934, J.O. 1934, page 110 Art. 475, 477, 478 du Code pénal.
34 Cour ou habitation malpropre (Papeete).	id.	Art. 12 et 41 id. id.	56 Défaut stérilisation instrument coiffeur.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 1 et 2 arrêté du 2 septembre 1918 J. O. 1918, page 256 Art. 1, 2 et 3 arrêté du 25 novembre 1916 J. O. 1916, page 539.
35 Cour ou habitation malpropre (district).	id.	Art. 35 et 41 id. id.	<i>Instruction publique</i>		
36 Eaux stagnantes.	id.	Art. 13 et 41 id. id.	57 Contraventions aux règlements scolaires.	10 à 15 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 97 et 105 Arrêté du 1 ^{er} août 1914 J. O. 1914, page 256 Art. 1, 2 et 3 arrêté du 25 novembre 1916 J. O. 1916, page 539.
37 Défaut cabinet d'aisance (Papeete).	id.	Art. 14 § 1 et 41 id. id.	<i>Ivresse.</i>		
38 Défaut cabinet d'aisance (districts).	id.	Art. 35 et 41 id. id.	58 Ivresse publique et manifeste.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 1 et 2 loi du 1 ^{er} octobre 1917.
39 Écuries, étables, parcs malpropres (Papeete).	id.	Art. 15 et 41 id. id.	<i>Léproserie.</i>		
40 Écuries, étables, parcs malpropres (districts).	id.	Art. 39 et 41 id. id.	59 Correspondance irrégulière.	1 à 5 fr.	Art. 1, arrêté du 5 septembre 1916, J. O. 1916 page 438.
41 Élevage bovidés, porcs en ville.	id.	Art. 16 et 41 id. id.	<i>Marché de Papeete.</i>		
42 Déversement eaux ménagères sur la voie publique.	id.	Art. 21 et 41 id. id.	(Police du)		
43 Malpropreté des Etablissements ouverts au public (Papeete).	id.	Art. 30 et 41 id. id.	60 Vente de produits avant l'heure d'ouverture du marché.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 1, 2 et 20, arrêté municipal du 28 septembre 1936, J. O. 1936 page 602 art. 471 § 15 et article 474 du Code pénal.
44 Inhumation, exhumation en dehors du cimetière.	id.	Art. 40 et 41 id. id.	61 Vente sur la voie publique de denrées susceptibles de payer des droits d'étal, pendant les heures d'ouverture du Marché	id.	Art. 4 et 20 id. id.
45 Réinhumation, exhumation sans autorisation.	id.	Art. 5, arrêté du 6 mars 1923, J.O. 1923 page 86, art. 20, décret du 20 mai 1910.	62 Suspendre, attacher ou appuyer quelque objet que ce soit sur les barreaux de la grille qui entoure les halles.	id.	Art. 5 et 20 id. id.
46 Transport funéraire d'un district à un autre sans autorisation.	id.	Art. 3, arrêté du 6 mars 1923, J.O. 1923, page 86 art. 20, décret du 20 mai 1910.	63 Véhicule quelconque stationnant, gênant la circulation aux abords du Marché.	id.	Art. 6 et 20 id. id.
47 Bain corporel en amont prise d'eau.	id.	Art. 37 et 41, arrêté du 31 mars 1923.	64 Voitures et bicyclettes circulant sous la halle centrale entre 5 et 8 heures.	id.	Art 6 § 3 et art. 20 id.
48 Lavage de linge en amont prise d'eau.	id.	Art. 37 et 41, arrêté du 31 mars 1923.	65 Accès du Marché interdit aux chiens tenus en laisse ou non.	id.	Art. 6 § 4 et art. 20 id.
49 Souillure ou corruption des bassins du Square du Marché.	id.	Art. 1 et 2, arrêté municipal du 4 octobre 1929, J.O. 1929 page 446.	66 Exposer des denrées sur le sol ou sur le parquet en ciment.	id.	Art. 7 et 20 id.
50 Jet d'ordures dans bassin du Marché.	id.	Art. 1 § 3 art. 2 id.	67 Malpropreté des compartiments ou places et abords loués à la quinzaïne.	id.	Art. 8 et 20 id.
51 Uriner, déposer des ordures, salir les abords de l'orifice des latrines.	id.	Art. 1 et 2 arrêté municipal du 28 avril 1933. Art. 471 § 15 et art. 474 du Code pénal.	68 Jet de débris provenant d'étal sur les passages du Marché.	id.	Art. 8 § 2 et art. 20 id.
52 Transport de marchandises diverses dans la caisse servant transport de pain.	1 à 5 fr.	Art. 11 § 2 et art. 41. Arrêté du 31 mars 1923, J.O. 1923, page 127.	69 Défaut paiement taxe par revendeur.	id.	Art. 9 et 20 id.
53 Abatage d'animaux pour consommation dans tuerie non autorisée.	6 à 10 fr. récidive 1 à 5 jours de prison.	Art. 3 et 13, arrêté du 23 février 1934, J.O. 1934, page 110. Art. 475, 477, 478 du Code pénal.			

Nature des contraventions	Pénalité.	Textes	Nature des contraventions	Pénalité.	Textes
70 Toutes personnes, spécialement les revendeurs, regrattiers et marchands allant à la rencontre des produits et les achetant sur la voie publique et aux abords du Marché.	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 10 et 20, arrêté municipal du 28 septembre 1936, J. O. 1936 page 602 art. 471 § 15 et article 474 du Code pénal.	84 Chien divaguant sans collier ni plaque. <i>Restaurants (V. Hôtels). Revendeurs (V. Marché). Voierie (Placés, Squares).</i>	1 à 5 fr. récidive 1 à 3 jours de prison.	Art. 1, arrêté du 8 décembre 1900 B.O. 1900 page 356, art. 461 § 15 et art. 474 du Code pénal.
71 Amener au Marché des produits assujettis aux droits d'étal autrement que par les portes et la baie de la halle centrale donnant sur la rue Bonnard.	id.	Art. 11 et 20 id.	85 Transport terre, sable, etc. sur la voie publique, sans autorisation.	id.	Art. 8 et 41, arrêté du 31 mars 1923, J. O. 1923 p. 127, article 20 du décret du 20 mai 1910, page 333, art. 471 § 15 du Code pénal.
72 Vente de denrées avant paiement des droits d'étal.	id.	Art. 12 et 20 id.	86 De s'être introduit dans le Square du Marché en dehors des heures.	id.	Art. 1 et 2, arrêté municipal du 4 octobre 1929, J.O. 1929, page 446. art. 471 § 15 et art. 474 du Code pénal.
73 Accaparement de denrées en tous temps et en tous lieux.	id.	Art. 13 et 20 id.	87 Jet d'ordures dans les squares, jardins, etc.	id.	id. id.
74 Cracher par terre sous les halles du Marché.	id.	Art. 14 et 20 id.	88 Coupe de plantes, cueillette de fruits, dans les squares, parcs, etc.	id.	id. id.
75 Malpropreté des tables d'étalage, billots, balances et autres ustensiles dont se servent les bouchers, charcutiers, etc.	id.	Art. 15 et 20 id.	<i>Divers.</i> 89 Construction de toiture en feuilles de cocotier, pandanus etc. en ville.	id.	Art. 12 § 8 art. 41, arrêté du 31 mars 1923, J. O. 1923 page 127. Art. 20, décret du 20 mai 1910, J. O. 1910 page 333. art. 471 § 15 du Code pénal.
76 Billots non protégés contre toute souillure.	id.	Art. 15 § 3 et art. 20 id.	90 Défaut de présentation de sa patente sur réquisition.	id.	Art. 21 arrêté du 16 février 1881, B.O. 1881, page 66. art. 471 § 15 du Code pénal.
77 Saigner et plumer de la volaille au Marché ou aux abords. (Par les marchands).	id.	Art. 16 et 20 id.	91 Défaut tarif apparent dans boulangerie ou boutique détaillant.	11 à 15 fr.	Art. 4 et 6, arrêté municipal du 30 juin 1931.
78 Suspendre et placer les poissons, crabes et crustacés ailleurs que sur les tringles et tables aménagés à cet effet.	id.	Art. 17 et 20 id.	92 Défaut tarif apparent dans boulangerie ou boutique détaillant districts et Moorea).	11 à 15 fr.	Art. 4 et 5, arrêté municipal du 30 juin 1931.
79 Déposer des légumes ailleurs que sur les tables affectés à la vente de ces produits.	id.	Art. 18 et 20 id.	Toutes les contraventions qui tombent sous l'application des articles 471, 475 et 479 du Code pénal, sous réserve des dispositions des articles 473, 474, 476, 478, 480 et 482 du même code.		
<i>Pain (Voir à Divers).</i>			DÉCISION n° 3., portant transfert aux Iles Gambier de condamnés aux travaux forcés et de relégués.		
<i>Patente (Voir à Divers).</i>			(Du 4 janvier 1937.)		
<i>Police rurale.</i>			LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,		
(Divagation d'animaux).			Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;		
80 Divagation d'animaux domestiques sur la voie publique.	id.	Art. 1 alinéa 1, arrêté du 31 juillet 1936, art. 471 § 15, 474 du Code pénal.	Vu la nécessité d'éloigner de la prison coloniale de Papeete encombrée un certain nombre de condamnés aux travaux forcés et de relégués,		
81 Divagation d'animaux domestiques sur la propriété d'autrui.	id.	Art. 3 id. id.	DÉCIDE :		
82 Faire paître des bestiaux sur les accotements des routes, places et autres lieux publics.	id.	Art. 1, alinéa 2 id.	Article 1 ^{er} . — Seront transférés sur la prison de Rikitea (Gambier) les condamnés aux travaux forcés et relégués dont les noms suivent :		
83 Attacher pendant la nuit, sur le bord de la voie publique les chevaux ou tout autre animal domestique.	id.	Art. 1, alinéa 3 id.	1. — Condamné aux travaux forcés :		
			Tevenino Manuena ;		

2. Relégués :

Teheiporoura a Haupuni ;
Naura Hau ;
Papu a Tavea ;
Areva a Mehe.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 4 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 5 c., désignant les commissions de classement du personnel des cadres locaux chargées de dresser le tableau d'avancement de l'année 1937.

(Du 4 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 30 Mars 1928 fixant les conditions d'avancement du personnel des cadres locaux ;

Vu l'arrêté du 31 Juillet 1931 portant organisation du cadre local des Services civils ;

Vu l'arrêté du 19 Avril 1924 sur l'organisation du Cadre du personnel local du Secrétariat Général ;

Vu l'arrêté du 7 Novembre 1927 portant organisation du Cadre local des sages-femmes auxiliaires ;

Vu l'arrêté du 6 Mars 1923 portant organisation du Cadre local d'infirmiers ;

Vu l'arrêté du 16 Octobre 1931 portant réorganisation du Cadre local des Postes et Télégraphes ;

Vu l'arrêté du 10 Janvier 1930 portant organisation du Cadre local de l'Imprimerie du Gouvernement.

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les commissions de classement du personnel des Cadres locaux chargées de dresser le tableau d'avancement du personnel pour l'année 1937 seront composées ainsi qu'il suit :

Cadre des Services civils :

MM. Aumont, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ; *Président ;*

Bourne, Contrôleur du Cadre local des Contributions, à défaut de Chef de Cabinet ; *Membre ;*

Bouzer (Emile), Interprète principal hors classe (remplira les fonctions de secrétaire). —

Cadre local du Secrétariat Général ;

MM. Aumont, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ; *Président ;*

Faugerat Membre fonctionnaire du Conseil privé ; *Membre ;*

Malignon, Juge suppléant ; —
Grève-Cœur, Commis principal hors classe du Cadre local du Secrétariat Général (remplira les fonctions de Secrétaire) ; —

Cadre local des Postes et Télégraphes.

MM. Aumont, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ; *Président ;*

Ducasse, Chef du Service des Postes et Télégraphes ; *Membre ;*

Copie, Contrôleur principal hors classe du Cadre local des Postes et Télégraphes ; (remplira les fonctions de secrétaire) —

Cadre local de l'Imprimerie

MM. Aumont, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ; *Président ;*

Faugerat, Membre fonctionnaire du Conseil privé ; *Membre ;*

Gérard, Directeur de l'Imprimerie du Gouvernement ; —

Grève-Cœur, Commis principal hors classe du Cadre local du Secrétariat Général (remplira les fonctions de secrétaire). —

Cadre local des Infirmiers et Infirmières Sages-femmes auxiliaires

MM. le Médecin Commandant Morin, Chef du Service de Santé ; *Président ;*

le Dr Rollin, Médecin hors classe du Cadre local de l'assistance ; *Membre ;*

Villant, Adjoint de 2^e classe des Services civils (remplira les fonctions de secrétaire) —

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 4 janvier 1937.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 8 c., fixant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement pouvant être faites dans le cadre de la Trésorerie pendant l'année 1937.

(Du 6 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales, spécialement l'article 23 ;

Vu le rapport du 30 décembre 1936 de M. le Trésorier-Payeur.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pourront être faites pour l'année 1937 les inscriptions suivantes au tableau d'avancement dans le personnel du cadre de la Trésorerie :

Une inscription pour le grade de Commis principal de 4^e classe ;
Une inscription pour le grade de Commis de 3^e classe.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 6 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 8 bis c., désignant la commission de classement du personnel du cadre de la Trésorerie.

(Du 6 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les Trésoreries, spécialement l'article 22 ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1937 fixant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement du personnel du cadre de la Trésorerie pouvant être faites en 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La Commission de classement chargée de dresser le tableau d'avancement du personnel du cadre de la Trésorerie pour l'année 1937 sera composée ainsi qu'il suit :

MM. Aumont, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances, Délégué du Gouverneur p.i., *Président ;*

Bogat, Sous-chef de bureau des Secrétariats généraux des colonies, représentant le Chef du Bureau des Finances,

Liauzun, Trésorier-payeur,

Didelot, Payeur de 1^{re} classe.

Art. 2. — La dite commission qui se réunira à Papeete sur la convocation de son Président donnera, en outre, son avis sur la liste des payeurs, commis principaux ou commis du cadre de la Trésorerie susceptibles de remplir les fonctions de fondés de pouvoir, en application de l'article 24 du décret du 6 août 1921 sus-visé.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 6 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 9 a.g.f., *allouant une indemnité forfaitaire de tournées à M. Lanteirès Etienne, agent sanitaire de l'île Moorea.*

(Du 6 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 488 c., du 13 juillet 1934, portant règlement sur le régime des déplacements ;

Vu la décision n° 465 a.g.f., du 3 juin 1935, ayant accordé à M. Tetuamanuhiri Tetaumatani, précédemment infirmier à Moorea, une indemnité forfaitaire de tournées ;

Vu la décision n° 979 c., du 19 novembre 1935, affectant l'infirmier de 3^e classe Lanteirès Etienne, en remplacement de M. Tetuamanuhiri Tetaumatani ;

Vu la décision n° 564 c., du 11 juin 1936, nommant M. Lanteirès Etienne, infirmier du poste de Papetoai, agent sanitaire de l'île Moorea pour compter du 10 juin 1936 ;

Vu la lettre, en date du 28 novembre 1936, de M. Lanteirès Etienne, agent sanitaire de l'île Moorea, infirmier du poste de Papetoai, tendant à obtenir une indemnité pour frais de déplacement ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et l'avis conforme du Chef du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A compter du 10 juin 1936, M. Lanteirès Etienne, infirmier de 3^e classe du Cadre local à Papetoai, agent sanitaire de l'île Moorea percevra l'indemnité forfaitaire de tournées allouée à son prédécesseur, soit : Quatre cents quatre-vingts francs l'an.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 20 a.g.f., *accordant une subvention de 1.500 francs au Comité du Monument "Maréchal Foch".*

(Du 11 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 1084 a.g.f., du 4 novembre 1936, nommant les membres du Comité chargé de recueillir les fonds destinés à l'érection dans la Métropole d'un monument à la mémoire du Maréchal Foch ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une subvention de Mille cinq cents francs est allouée au Comité du Monument "Maréchal Foch" à Papeete.

La dépense sera imputée au Chapitre 16, article 1, paragraphe 1 du budget de l'exercice 1937.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 janvier 1937.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 21 a. g. f., *fixant la liste des prix des denrées, objets, et marchandises de première nécessité.*

(Du 12 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le télégramme circulaire n° 16, du 30 septembre 1936, de M. le Ministre des colonies sur la répression de la hausse des prix sur les denrées essentielles à la vie ;

Vu l'arrêté n° 965 bis, du 2 Octobre 1936, déterminant les prix maxima au dessus desquels il est interdit de vendre les denrées de première nécessité ;

Vu le décret du 7 Octobre 1936 sur la répression de la hausse injustifiée des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ;

Vu l'arrêté n° 1005 a.g.f., du 15 Octobre 1936 portant organisation du Comité Colonial de surveillance des prix,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 12 Janvier 1936, les denrées, objets et marchandises de première nécessité dont liste ci-jointe, ne pourront être vendus sur le territoire de la Colonie à des prix supérieurs à ceux fixés par le Comité colonial de surveillance et reproduits sur la dite liste.

Art. 2.— Par dérogation aux dispositions précédentes, le tarif des prix sera majoré :

De 4% pour les marchandises vendues dans les districts de Faaa, Punaauia, Paea, Papara, Pare-Pirae, Arue, Mahina, Papenoo ;

De 8% pour les marchandises vendues dans les autres districts de Tahiti ;

De 8% pour les produits vendus à Moorea et à Makatea ;

De 10% pour les marchandises vendues aux Iles-Sous-le-Vent ;

De 15% pour les marchandises vendues à Maiao ;

De 25% pour les marchandises vendues aux Iles Tuamotu, Marquises, Gambier et Australes.

Art. 3.— La répression de la hausse injustifiée sur les denrées, objets et marchandises de première nécessité, sera effectuée conformément aux dispositions des articles 5 et 6 du décret susvisé du 7 Octobre 1936.

Art. 4.— Tout commerçant vendant les articles visés au présent arrêté sera tenu d'en afficher, dans son magasin, d'une façon apparente, la liste des prix maxima.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1937.

H. SAUTOT.

LISTE des prix arrêtés par le Comité de Surveillance des prix dans sa séance du 7 janvier 1937.

Produits du cru :

Lait frais	1 fr. 75 le litre.	
Viande fraîche suivant morceaux :	Demi-gros. (animaux abattus)	Détail.
Bœuf	3 fr. 50 le kilo	de 7 fr. le kilo (morceaux ordinaires, à l'exception de mor- ceaux de choix prépa- rés.
Veau	4 fr. 50 le kilo	de 8 fr. le kilo (même réserve).
Mouton	4 fr. 50 le kilo	de 8 fr. le kilo (même réserve).
Porc	3 fr. 50 le kilo	de 6 fr. le kilo (même réserve).
Fécule de manioc	"	de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 le kilo suivant qualité.
Café vert décortiqué	"	de 4 fr. à 5 fr. le kilo.
Sucre	2 fr. le kilo	2 fr. 45 le kilo.
Savon	2 fr. 75 le kilo	3 fr. 75 le kilo.

Produits français :

	Demi-gros.	Détail.
Huile de table	7 fr. 75 le litre (nu)	8 fr. 50 le litre (logé).
Pâtes alimentaires	8 fr. le kilo	2 fr. 25 le paquet de 250 grammes.
Savon de Marseille	3 fr. 45 le kilo	3 fr. 50 le kilo.

Produits importés de l'étranger :

	Demi-gros.	Détail.
Farine	1 fr. 70 le kilo	2 fr. le kilo.
Pain	"	2 fr. 20 le kilo.
Pommes de terre	"	2 fr. 50 le kilo.
Oignons	"	3 fr. 50 le kilo.
Riz	1 fr. 65 le kilo	1 fr. 75 le kilo.
Lentilles	"	5 fr. 50 le kilo.
Haricots rouges	"	3 fr. le kilo.
Haricots blancs	"	4 fr. le kilo.
Pois cassés	"	3 fr. le kilo.
Gros sel	"	1 fr. le kilo.
Sel fin	"	1 fr. 50 le sac de 675 grammes.
Beurre	"	8 fr. 25 la boîte d'une livre anglaise.
Sucre rouge	2 fr. 20 le kilo	2 fr. 25 le kilo.
Sucre blanc	2 fr. 50 le kilo	2 fr. 50 le kilo.
Bœuf en boîte de 12 onces ..	"	3 fr. 25.
Bœuf en boîte d'une livre an- glaise	"	3 fr. 75.
Bœuf en boîte d'une livre an- glaise et demi	"	5 fr.
Bœuf en boîte de deux livres anglaises	"	6 fr. 75.
Saumon blanc ordinaire	"	2 fr. 50 la boîte d'une livre anglaise.

Produits importés de l'étranger (suite) :

	Demi-gros.	Détail.
Sardines américaines à la to- mate	"	2 fr. 25 la boîte.
Lait condensé "Nestlé" ou équivalent	"	3 fr. 25 la boîte de 450 grammes.
Thé chinois	"	1 fr. 20 le paquet.
Pétrole	55 fr. la caisse de 10 gallons	1 fr. 60 le litre.
Essence	72 fr. 50 la caisse de 10 gallons	1 fr. 65 le litre au dis- tributeur.

Le présent tarif sera majoré :

de 4% pour les marchandises vendues dans les districts de Faaa, Punaauia, Paea, Papara, Pare-Pirae, Arue, Mahina, Papenoo ;

de 8% pour les marchandises vendues dans les autres districts de Tahiti ;

de 8% pour les produits vendus à Moorea et à Makatea ;

de 10% pour les marchandises vendues aux Iles-Sous-le-Vent ;

de 15% pour les marchandises vendues à Maiao ;

de 25% pour les marchandises vendues aux Iles Tuamotu, Marquises, Gambier, et Australes.

Les contraventions seront poursuivies conformément à la loi.

Papeete, le 12 janvier 1937.

Vu et approuvé la présente liste pour être annexée à notre arrêté de ce jour,

Le Gouverneur p. i.,

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 22 c. déterminant les conditions de recrutement du personnel auxiliaire de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 12 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents,

Vu le décret du 31 décembre 1913, portant fixation des soldes et accessoires de solde des Trésoriers-payeurs, en particulier, les dispositions de l'article 6 du dit décret, complétées par le décret du 27 octobre 1921;

Vu le décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel des trésoreries coloniales, notamment l'art. 12 relatif au personnel auxiliaire;

Vu le décret du 21 juillet 1936, abrogeant le décret du 27 octobre 1921 et déterminant un nouveau mode de paiement de ce personnel auxiliaire;

Vu la nécessité de déterminer certaines conditions particulières nouvelles de recrutement compte tenu du décret du 6 août 1921; Sur l'avis du Trésorier-payeur,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier 1937, le personnel auxiliaire de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie sera engagé tout spécialement pour ce service et nommé par décisions du Gouverneur sur la proposition du Trésorier-payeur.

Il aura droit à tous les avantages reconnus aux auxiliaires du service local.

Art. 2. — Les salaires seront fixés en accord avec le comptable supérieur de la Colonie, dans la limite des inscriptions budgétaires.

Ils seront payés directement par les services d'ordonnancement du service local.

Ces salaires ne seront pas soumis à retenue et ne conféreront pas de droit à la retraite.

Art. 3. — Sont abrogées, à compter du 1^{er} janvier 1937, les dispositions de l'arrêté local du 10 mars 1936, fixant l'allocation spéciale accordée au Trésorier-payeur pour le paiement du personnel auxiliaire de la Trésorerie.

Art. 4. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 23 c., portant nomination de personnel auxiliaire au Service du Trésor.

(Du 12 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté local n° 22 c, en date du 12 janvier 1937, déterminant les conditions de recrutement du personnel auxiliaire de la Trésorerie de la Colonie;

Sur la proposition du Trésorier-payeur,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont nommés à compter du 1^{er} janvier 1937 :

Agents auxiliaires au service de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie :

MM. Tumahai, Jean, titulaire du brevet local, en service depuis le 19 mars 1928, à la solde mensuelle de 1.025 francs.

Raoulx Victor, titulaire du brevet métropolitain, en service depuis le 3 janvier 1936 à la solde mensuelle de 400 francs ;

Grand Ernest, titulaire du brevet métropolitain, en service depuis le 15 juin 1936, à la solde mensuelle de 300 francs.

Dames employées auxiliaires au service de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie :

M^{lle} Fougereousse (Germaine), titulaire du brevet local, en service depuis le 1^{er} mai 1934, à la solde mensuelle de 875 francs.

Temoeohiro a Teana, titulaire du brevet local, en service depuis le 27 janvier 1930, à la solde mensuelle de 775 francs.

Passard (Paulette), titulaire du brevet local, en service depuis le 29 mars 1936, à la solde mensuelle de 325 francs.

Art. 2. — M^{lle} Fougereousse (Germaine), chargée des fonctions de caissière aura droit en outre à l'indemnité de caisse annuelle de 1.500 frs (ramenée à 1.200 frs par application de l'arrêté local du 28 janvier 1935) qui lui est déjà allouée par décision du 9 septembre 1935.

M^{lle} Temoeohiro a Teana, chargée en plus de ses attributions normales, des fonctions de planton percevra l'indemnité de bicyclette, annuelle de 144 frs.

Art. 3. — Les agents visés à l'article premier bénéficieront en outre de l'indemnité de zone telle qu'elle est allouée au personnel des cadres locaux.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 12 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 24 c., portant rétribution du militaire garde-caisse au Trésor.

(Du 12 janvier 1937.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local n° 22 c, du 12 janvier 1937, déterminant les conditions de recrutement du personnel auxiliaire de la Trésorerie de la Colonie ;

Considérant que la rémunération forfaitaire, allouée au militaire chargé de la garde des locaux du Trésor, en exécution du contrat passé le 6 février 1934 entre la Colonie et le capitaine commandant le détachement d'infanterie coloniale de Tahiti, était payée par le Trésorier-payeur sur les fonds mis à sa disposition pour le paiement de son personnel auxiliaire ;

Considérant que cette allocation est supprimée pour compter du 1^{er} janvier 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La rémunération forfaitaire de dix francs par jour, fixée au contrat visé ci-dessus et acquise par le militaire chargé de la garde des locaux du Trésor lui sera payée mensuellement par les services ordonnateurs du budget local, sur certificat de service fait, établi par le Trésorier-payeur.

Art. 2. — La présente décision qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1937 sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal Officiel* de la Colonie.

Papeete, le 12 janvier 1937.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 25 c., comportant paiement d'une dépense nécessitée par le maintien en état de propreté des locaux du Trésor.

(Du 12 janvier 1937).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local n° 22 c, en date du 12 janvier 1937, déterminant les conditions de recrutement du personnel auxiliaire de la Trésorerie de la colonie ;

Considérant que les dépenses nécessitées par les travaux ménagers dans les bureaux du Trésor étaient payées par le Trésorier-payeur sur les fonds mis à sa disposition pour le paiement de son personnel auxiliaire ;

Considérant que cette allocation est supprimée pour compter du 1^{er} janvier 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-payeur de la Colonie, est autorisé à employer chaque jour, pour les travaux de propreté dans les bureaux du Trésor, une personne qui sera payée sur les fonds du budget local au vu d'un certificat de service fait, et dans la limite des crédits mis à sa disposition.

Art. 2. — La présente décision qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1937, sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal Officiel* de la Colonie.

Papeete, le 12 janvier 1937.

H. SAUTOT.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

DOUANES ET CONTRIBUTIONS.

1. — *Par décision n° 13 du 8 janvier 1937.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1937, M. Brémond Marcel, est nommé planton à titre provisoire, au Service des Douanes et Contributions à la solde mensuelle de trois cents francs (300 frs).

M. Brémond Marcel, bénéficiera en outre, de l'indemnité de bicyclette prévue au tableau E, annexé à l'arrêté n° 62 a. g. f., et de l'indemnité de zone telle qu'elle est allouée au personnel des cadres locaux.

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 7 du 5 janvier 1937.* — Est acceptée, pour

compter du 1^{er} janvier 1937, la démission de son emploi de moniteur à Maiao offerte par M. Temeehu a Paari.

A compter de la même date M. Temeehu a Paari cessera également d'exercer les fonctions de secrétaire d'Etat-Civil.

2. — *Par décision n° 14 du 8 janvier 1937.* — Par voie de régularisation et pour compter du 1^{er} novembre 1936, le caporal Pea est nommé moniteur d'éducation physique à l'Ecole Centrale de Papeete. Il percevra en cette qualité un traitement mensuel de cinquante francs.

3. — *Par décision n° 15 du 8 janvier 1937.* — La décision n° 103 c du 13 février 1935 est modifiée ainsi qu'il suit :

au lieu de : Teriierooiterai,

écrire : Maau.

4. — *Par décision n° 18 du 9 janvier 1937.* — Est acceptée, pour compter du 1^{er} janvier 1937, la démission de son emploi de moniteur à l'école d'Amanu offerte par M. Pahoto a Tegaripa.

M. Pahoto a Pahoto, pourvu du certificat d'études primaires élémentaires métropolitain, est nommé moniteur à l'école d'Amanu pour compter du 20 février 1937.

Il percevra à ce titre un traitement mensuel de cent francs exclusif de toute indemnité.

5. — *Par décision n° 19 du 9 janvier 1937.* — Est acceptée, pour compter du 1^{er} janvier 1937, la démission de son emploi de moniteur à l'école de Marokau offerte par M. Timi Perry.

M. Tangi (Tetuhua), pourvu du diplôme de fin d'études de l'Ecole principale des Tuamotu, est nommé moniteur à l'école de Marokau pour compter du 20 février 1937.

Il percevra à ce titre un traitement mensuel de cent cinquante francs exclusif de toute indemnité.

POLICE.

1. — *Par décision n° 4 du 4 janvier 1937.* — L'agent de police de 1^{re} classe Boosie (Tepuhipuhi, Auguste) de la Police de Papeete, est détaché hors cadre en qualité de gardien de prison et affecté à la garde de 5 condamnés aux travaux forcés ou relégués, transférés à Rikitea (Gambier).

SANTÉ.

1. — *Par décision n° 1257 du 31 décembre 1936.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1937, il est alloué à M. Doom Forrest, infirmier de 4^e classe du Cadre local, chargé du poste médical de Tubuai, l'indemnité de monture de cent quarante quatre francs l'an (144 frs), prévue au tableau E annexé à l'arrêté n° 62 a. g. f.

TRÉSOR.

1. — *Par décision n° 1235 du 29 décembre 1936.* — Il est alloué, pour compter du 27 juin 1936 et pendant l'absence du Trésorier-Payeur, une indemnité représentative de logement de 1.920 francs l'an, à M. Didelot (Roger), Payeur de 1^{re} classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie, premier fondé de pouvoirs du Trésorier-Payeur.

ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL interdisant le tir des pièces d'artifice, fusées ou pétards.

(Du 29 décembre 1936.)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE,

Vu les articles 32 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu les articles 471, 2^o - 472 et 473 du Code pénal qui punissent ceux qui auront violé les règlements légalement faits et portant défense de tirer en certains lieux des pièces d'artifice ;

Vu l'article 471-15^o du même Code,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est expressément défendu de tirer des pétards, fusées et pièces d'artifice quelconques sur la voie publique, ou par les fenêtres des maisons et même dans les cours, jardins ou enclos privés situés dans l'intérieur de la Commune.

Art. 2. — Exceptionnellement, des autorisations particulières de tirer des pièces d'artifice pourront être délivrées, à l'occasion des fêtes nationales ou communales, à condition que les organisateurs prennent l'engagement de se conformer aux prescriptions particulières qui pourront leur être imposées par l'autorité municipale.

Art. 3. — Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Papeete, le 20 décembre 1936.

Le Maire,

G. BAMBRIDGE.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur p. i.,

H. SAUTOT.

TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION.

DÉCRET *relatif aux modifications à apporter aux conditions de recensement et de revision des contingents.*

(Du 22 octobre 1936.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la guerre ;

Vu la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 17 mars 1936, tendant à adapter le statut militaire à la période dite des années creuses,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint ou devant atteindre l'âge de vingt ans révolus au cours de l'année sont dressés par les Maires et arrêtés le 10 janvier de l'année du recensement pour l'ensemble de la classe.

Il est établi une liste unique comprenant les douze mois de l'année.

Art. 2. — Les opérations de révision porteront sur la totalité des jeunes gens recensés au début de l'année en cours.

Art. 3. — Pour l'année 1937, il sera établi deux listes de recensement correspondant, l'une aux naissances du 1^{er} juin 1916 au 31 décembre 1916, l'autre aux naissances du 1^{er} janvier 1917 au 31 décembre 1917.

Les opérations de revision porteront sur les jeunes gens inscrits sur les deux listes ci-dessus.

Art. 4. — Le Ministre de la guerre est chargé de l'exécution

du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

ARRÊTÉ *pour la formation de la 2^{me} fraction de la classe de 1936 et de la classe de 1937.*

(Du 22 octobre 1936.)

Note pour MM. les Préfets. — L'attention de MM. les Préfets est tout particulièrement attirée sur le fait que l'arrêté ci-joint fixe la fin des opérations de recensement au 10 janvier 1937, l'ouverture des conseils de revision au 10 février 1937, et la clôture de ces conseils au 5 mai 1937.

Le Ministre de la Guerre,

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 22 janvier 1931 ;

Vu la loi du 17 mars 1936,

ARRÊTE :

I. — Recensement.

Les Maires procéderont, à partir de la publication au *Journal officiel* du présent arrêté, au recensement des jeunes gens nés ou domiciliés dans leur commune, qui ont atteint ou atteindront l'âge de 20 ans révolus entre le 1^{er} juin 1936 (inclus) et le 31 décembre 1937.

Les opérations de recensement devront se terminer le 10 janvier 1937.

II. — *Etablissement des tableaux de recensement. — Transmission des dossiers. — Notices individuelles.*

Les tableaux de recensement seront établis d'après les règles fixées par l'instruction du 4 décembre 1935.

Ces tableaux de recensement comprendront :

Liste B, de la classe de 1936.

Les jeunes gens nés entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1916, y compris ceux visés à l'article 12 (2^o et 3^o alinéas) de la loi du 31 mars 1928.

Les jeunes gens nés entre le 6 mai et le 31 décembre 1915 visés par l'article 12- (1^{er} alinéa) de la loi ;

Les jeunes gens visés à l'article 13 de la loi, qui sont devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration depuis le 10 février 1936 et n'ont pas été recensés en 1936 ainsi que ceux qui deviendront Français avant le 10 février 1937.

Les omis des classes précédentes.

Classe de 1937.

Les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1917, y compris ceux visés à l'article 12 (2^o et 3^o alinéas) de la loi du 31 mars 1928.

Les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier et le 5 mai 1916 visés par l'article 12 (1^{er} alinéa) de la loi.

Les jeunes gens visés à l'article 13 de la loi, qui deviendront Français entre le 10 février et le 5 mai 1937, seront, sur

leur demande, et si le conseil de revision n'a pas terminé ses opérations dans leur canton, inscrits sur l'une des deux listes ci-dessus suivant leur âge.

Les maires devront transmettre aux préfets, pour le 10 février, au plus tard, les demandes et dossiers des jeunes gens ayant déclaré, ou fait déclarer, être atteints d'infirmités ou maladies pouvant les rendre impropres au service militaire. Les maires ne perdront pas de vue l'importance que présente, tant pour eux-mêmes que pour les jeunes gens recensés, l'établissement correct des notices individuelles ; ils devront s'assurer que notification des décès des jeunes gens originaires d'une autre commune et âgés de moins de 21 ans a été faite à la Mairie du lieu de naissance des décédés. De même, pour éviter les inconvénients résultant des doubles inscriptions, ils ne manqueront pas de se conformer aux prescriptions de l'article 4 de l'instruction du 4 décembre 1935.

L'attention des jeunes gens recensés sera appelée sur les dispositions de l'antépénultième alinéa de l'article 19 de la loi du 31 mars 1928, qui prévoit la convocation, 15 jours avant la date d'appel normale de la fraction de classe, des jeunes gens qui ne se présentent pas devant le conseil de revision ou ne s'y font pas représenter.

III. — Session ordinaire des conseils de revision.

La date d'ouverture de la session ordinaire des conseils de revision de la 2^e fraction de la classe de 1936 et de la classe de 1937 est fixée au 10 février 1937.

La séance de clôture aura lieu le cinq mai 1937.

Dans le département de la Seine deux conseils de revision et deux commissions médicales pourront être constitués et fonctionner simultanément.

Si M. le Préfet de la Seine estime cette mesure indispensable, il devra adresser une demande, à cet effet, au Ministre (Direction de l'Infanterie, Bureau de Recrutement) avant le 15 décembre 1936.

Entre les deux dates extrêmes ci-dessus indiquées, les préfets fixeront l'itinéraire du (ou des) conseils et les dates des séances en tenant compte de l'état climatique de leur département ou de certains cantons de leur département.

Les itinéraires seront arrêtés en accord avec les généraux commandant les régions, de telle sorte que, toutes les fois que la chose sera possible, une équipe de médecins sera constituée à l'intérieur de la région pour fonctionner successivement dans plusieurs départements, permettant ainsi une spécialisation des médecins dans les opérations médicales de la révision.

Les directeurs du service de santé régional seront consultés à cet effet.

Par ailleurs, le règlement d'administration publique du 25 février 1935, pris en conformité de l'article 72 de la loi de finances du 28 février 1933, ayant prescrit l'établissement d'un dossier médical pour chaque recrue, lors de sa comparution devant le conseil de revision (1), la durée des séances sera fixée de telle manière que les examens, dont les résultats doivent figurer au dossier, puissent être pratiqués avec soin. La moyenne horaire des jeunes gens examinés ne devra en aucun cas dépasser quarante.

En cours de séance MM. les préfets veilleront à la stricte

application des articles 17, 18 et 19 de la loi du 31 mars 1928, modifiée par la loi du 22 janvier 1931.

Tout différend survenant entre les préfets et les généraux commandant les régions, au sujet de la fixation des itinéraires sera soumis au Ministre de la Guerre (Direction de l'Infanterie, 2^e Bureau).

Suivant le nombre des jeunes gens à examiner, les conseils pourront opérer le même jour, dans deux cantons, ou visiter dans un canton les inscrits d'un canton voisin du même département. Les jeunes gens ainsi visités pourront être, sur leur demande, remboursés du montant de leurs frais de transport pour l'aller et le retour.

En exécution de l'article 21 de la loi du 31 mars 1928, seront convoqués devant les conseils, les ajournés des classes :

1^o—1934 (liste B, jeunes gens nés entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1914) ;

2^o—1935 (liste A, jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1915) ;

3^o—1935 (liste B, jeunes gens nés entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1915) ;

4^o—1936 (liste A, jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1916) ;

Les ajournés des classes de 1934 (liste B) et de 1935 (liste A) seront déclarés aptes au service (armé ou auxiliaire) ou définitivement exemptés ;

Les ajournés des classes de 1935 (liste B) et de 1936 (liste A) seront, suivant le cas, déclarés aptes au service (armé ou auxiliaire), ajournés de nouveau ou définitivement exemptés.

IV. — Examen des jeunes gens qui demandent à être visités au lieu de leur résidence.

L'examen des jeunes gens, qui ne résidant pas dans le département où ils sont recensés, demandent à être visités au lieu de leur résidence, sera effectué dans les conditions fixées par l'article 53 de l'instruction du 4 décembre 1935.

Toutefois, ceux de ces jeunes gens dont les dossiers parviendraient aux préfectures après la date de la séance réservée, dès le début des opérations de révision, à l'examen des "étrangers au département", seraient examinés par le conseil au cours d'une séance tenue dans la deuxième quinzaine d'avril 1937.

V. — Sursis d'incorporation.

Les sursis d'incorporation des jeunes gens de la 2^e fraction de la classe de 1936 et de la classe de 1937 seront accordés dans les conditions fixées par les articles 22 et 23 de la loi du 31 mars 1928, au cours des séances de la session ordinaire de revision.

Les jeunes gens désireux de bénéficier d'un sursis seront invités à se conformer strictement aux indications qui leur seront données à cet égard dans les mairies.

VI. — Session extraordinaire.

Une session extraordinaire du conseil de revision sera tenue le vingt-quatre juillet 1937 au chef-lieu du département, pour l'examen des demandes de sursis formulées tardivement par les jeunes gens appelés à être incorporés en septembre ou en octobre 1937.

A moins de circonstances exceptionnelles, les candidats ne seront pas convoqués aux séances au cours desquelles leurs demandes seront examinées ; la décision rendue par

(1) Voir aussi, à ce sujet, l'instruction du 4 décembre 1935.

le conseil de revision sera immédiatement notifiée aux intéressés par les soins du préfet.

Paris, le 22 octobre 1936.

*Le Ministre de la Défense nationale
et de la guerre.*

EDOUARD DALADIER.

AVIS OFFICIELS

AVIS

relatif au recensement en 1937.

Les jeunes gens, citoyens français, (ou à défaut leurs parents ou tuteurs) qui, nés du 1^{er} juin 1916 au 31 décembre 1916 et du 1^{er} janvier 1917 au 31 décembre 1917, sont, en vertu de l'arrêté du Ministre de la Guerre, en date du 22 octobre 1936, appelés à concourir à la formation des classes de 1936 B et 1937; ils sont en conséquence, invités à faire sans retard à la Mairie de leur domicile légal, la déclaration prévue à l'article 10 de la loi sur le Recrutement de l'Armée du 31 mars 1928.

CIRCULAIRE

N° 64 c.

Papeete, le 12 janvier 1937.

*A Messieurs les Chefs de Circonscriptions Administratives et
Chefs de Poste Administratif.*

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur certaines dispositions réglementaires relatives à l'attribution des bourses d'enseignement dans les archipels.

L'arrêté 688 a.g.f., du 3 juillet 1936 dans son article 7 a prévu l'octroi de bourses d'enseignement à l'Ecole Centrale en faveur des enfants éloignés de Tahiti. Afin d'en faciliter l'attribution, l'Administration locale, tenant compte des conditions parfois désavantagées dans lesquelles ces enfants ont commencé leur scolarité, a supprimé pour eux la condition préalable d'admission à un concours qui est indispensable à Tahiti et à Moorea.

Mais la bourse étant avant tout un avantage individuel justifié par le mérite et la valeur scolaire de l'enfant (ce qui la différencie essentiellement de l'allocation scolaire attribuée aux familles nécessiteuses) il est prévu que chaque proposition motivée devra donner entre autres renseignements des appréciations sur les aptitudes du candidat. Or ce point pourtant capital pour permettre une bonne répartition des bourses est le plus souvent oublié.

S'il convient de se montrer aussi généreux que possible dans l'attribution des bourses d'études au titre des archipels, il est néanmoins indispensable que toutes précautions soient prises pour que les dépenses consenties ne soient engagées qu'en faveur des enfants aussi jeunes que possible et présentant de bonnes dispositions pour les études.

Dans le but de faciliter l'établissement et l'étude de vos demandes ultérieures de bourses au titre des archipels, je vous prie de vouloir bien joindre dorénavant à chacune de vos propositions une fiche de renseignements conforme au modèle ci-joint.

H. SAUTOT.

Etablissements français
de l'Océanie

Instruction publique

Renseignements fournis à l'appui
d'une demande de Bourse d'Enseigne-
ment au titre des Archipels.

I. — Renseignements sur l'enfant.

- 1 — Nom (1)
- 2 — Prénoms (1)
- 3 — Lieu et date de naissance (1)
- 4 — Nationalité
- 5 — Ecole fréquentée et durée
- 6 — Degré d'instruction
- Langage
- Lecture:
- Ecriture:
- Calcul
- Divers
- 7 — Aptitudes.
 - a) Renseignements recueillis auprès de M.
 - b) Constatations personnelles du fonctionnaire qui a établi la demande

II. — Renseignements sur la famille.

- 8 — Nom, prénom et adresse complète du père (ou à défaut, de la mère ou du tuteur)
- 9 — Nationalité
- 10 — Nom et âge des enfants vivants
- 11 — Bourses déjà accordées à ces enfants:
- 12 — Ressources (Rapport des propriétés - salaires - revenus divers etc)
- 13 — Dépenses (Loyers, impôts, charges - dépenses diverses)
- 14 — Renseignements divers:

Fait à le

Le

(1) d'après l'acte de naissance.

NOUVELLE ET INFORMATION

AVIS

AÉRO-CLUB DE TAHITI

L'Aéro-Club de Tahiti a décidé d'ouvrir un cours de préparation pour les mécaniciens et aide-mécaniciens d'aviation.

Ce cours a pour but de permettre aux jeunes gens d'acquies un Brevet qui leur permette d'offrir leurs services professionnels avec une garantie d'en obtenir des avantages pécuniaires, et en même temps de s'engager dans l'Armée ou la Marine, d'y entrer comme spécialistes ou aide de spécialité dans la Marine avec les avantages de solde et de considération qui sont réservés à ceux qui ont acquis une instruction technique.

Une Commission locale dont les membres seront désignés en temps opportun sera chargée en fin de cours de faire passer les examens aux candidats et de leur délivrer un brevet.

En dehors de ceux qui désirent entrer dans l'aviation militaire ou maritime, le cours de l'Aéro-Club offre aux jeunes gens qui se destinent à la mécanique, l'occasion d'acquies des connaissances techniques qui leur faciliteront l'entrée dans les entreprises locales qui ont besoin de mécaniciens.

Le cours est entièrement gratuit; tout le matériel est fourni aux élèves. Pendant les leçons ils auront à leur disposition des moteurs de modèles divers et grâce à l'aurorisation du Commandant de la Marine, ils pourront étudier les moteurs d'aviation en service à la base d'aviation maritime de Papeete.

Le cours s'ouvrira dès que les élèves inscrits seront au nombre de cinq. Il aura une durée de six mois environ, à raison de 3 à 4 séances par semaine, les unes théoriques dans la Salle des Délégations Economiques et Financières, gracieusement mise à la disposition de l'Aéro-Club par l'Administration, les autres pratiques (ajustage, montage, démontage, réparation des moteurs), dans un hangar des Travaux Publics également prêté par la Colonie.

Les cours théoriques seront faits par :

MM. Jean GUICHARD, Président du Club, ancien Chef de Pilotage, Adjoint à l'Ecole d'Aviation d'Etampes;

Robert BREUL, Chef du Service des Travaux Publics de Colonie;

André RAGUENAU, Lieutenant-mécanicien d'Aviation de Réserve;

Yves MARTIN, Ingénieur Electricien de l'Ecole de l'Institut Electro-technique de Grenoble.

Les cours pratiques seront faits par des spécialistes de la Marine.

Les élèves doivent s'inscrire dans la "Section d'Aviation Populaire", de l'Aéro Club de Tahiti (cotisation de 1 franc par mois).

Ils doivent posséder le Certificat d'Etudes Local pour les Aides-mécaniciens et le Brevet Elémentaire Local pour les Mécaniciens.

Les élèves peuvent s'inscrire chez :

MM. Yves MARTIN, Secrétaire de l'Aéro Club (à son bureau);
à l'Ecole Centrale;
à l'Ecole des Frères;
à l'Ecole Viénot.

Le Président de l'Aéro-Club,

J. GUICHARD.

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de décembre 1936.

ENTRÉES

2. Côtre français *Maruhiri*, de 12 tonnes.
2. Côtre français *Tevaïora*, de 11 tonnes.
2. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonnes.
2. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonnes.
4. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonnes.
4. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonnes.
4. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
7. Yacht américain *Altair* de 14 tonnes.
7. Vapeur-école américain *California State* de 4.000 tonnes.
8. Motor-Ship français *Tooya*, de 597 tonnes.
8. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonnes.
9. Côtre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
9. Côtre français à moteur *Mitiniamu*, de 15 tonnes.
9. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonnes.
10. Goélette française à moteur *Gishorne*, de 71 tonnes.
11. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonnes.
11. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonnes.
14. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
14. Côtre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
16. Vapeur français *Ville de Strasbourg*, de 7.138 tonnes.
16. Navire à moteur *Aïto*, de 58 tonnes.
18. Canonnière française *Zélee*, de 135 tonnes.
19. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonnes.
20. Côtre français *Tamariki Amara*, 17 tonnes.
20. Côtre français *Te manu e apa* de 9 tonnes.
20. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
20. Vapeur français *Ville d'Amiens* de 6.975 tonnes.
21. Côtre français *Tairapa*, de 16 tonnes.
22. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonnes.
23. Côtre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonnes.
24. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
24. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonnes.
24. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonnes.
24. Goélette française à voiles *Vahine Tahiti*, de 50 tonnes.
25. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonnes.
27. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonnes.
27. Côtre français *Mahina Teata*, de 16 tonnes.
27. Motor-Ship français *Tooya*, de 597 tonnes.
28. Côtre français *Potii Rereura*, de 13 tonnes.
28. Côtre français à voiles *Tamariki Téhau*, de 8 tonnes.
28. Côtre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonnes.
28. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonnes.
29. Côtre français à voiles *Celia*, de 11 tonnes.
30. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonnes.
30. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonnes.
31. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
31. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonnes.

SORTIES

1. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonnes.
1. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonnes.
3. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonnes.
5. Côtre français *Tevaïora*, de 11 tonnes.
5. Côtre français *Maruhiri*, de 12 tonnes.
6. Navire français à moteur *Aïto*, de 58 tonnes.
7. Goélette française à moteur *Ruahatu* de 101 tonnes.

7. Côté français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
8. Trois mats français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
10. Vapeur-école américain *California State*, de 4 000 tonneaux.
12. Côté français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
12. Côté français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Susanne*, de 35 tonneaux.
14. Goélette française *Manureva*, de 79 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
15. Motor-Ship français *Tooya*, de 597 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
18. Navire français à moteur *Aito*, de 58 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
18. Vapeur français *Ville de Strasbourg*, de 7.138 tonneaux.
21. Côté français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
22. Vapeur français *Ville d'Amiens*, de 6.975 tonneaux.
25. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
26. Goélette française *Manureva*, de 79 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
27. Côté français *Te manui e apa*, de 9 tonneaux.
27. Côté français *Tamariki Auura*, de 17 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
31. Côté français à voiles *Tairapa*, de 16 tonneaux.
31. Côté français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 7 août 1936, enregistré et signifié.

Au profit de M^{me} Edith, Martha, Mildred, Opeura Bopp du Pont, sans profession, demeurant à Papeete.

Contre M. Alfred, Lubin Lévy, sans profession, demeurant à Papeete, actuellement en Amérique, à Los Angeles.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Alfred, Lubin Lévy, elle née Edith, Martha, Mildred, Opeura Bopp du Pont, à la requête et au profit de l'épouse.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete (Tahiti), le 20 décembre 1936, enregistré et signifié.

A la requête de M. Chabana, Yvan, architecte, demeurant à Papeete;

Contre M^{me} Amaury, Andrée, sans profession, ayant demeuré à Punaania (Tahiti), résidant actuellement en France, 9 bis rue de l'Abbé Grégoire, à Issy-les-Moulineaux (Seine).

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Yvan Chabana, elle née Andrée Amaury, à leurs torts et griefs réciproques.

Pour extrait :

M^e P. de MONTLUC, Défenseur,

Etude de M^e G. AHNNE Défenseur à Papeete.

VENTE

Aux enchères publiques des créances
dépendant de la Liquidation YUNE KOUÏ n° 4008.

Il sera procédé le **Vendredi 5 février 1937**, à 8 heures du matin à l'audience des Criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice de ladite ville, à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, EN SEUL LOT, des créances de M. YUNE KOUÏ n° 4008, contre les tiers ci-après dénommés :

Aux requête, poursuite et diligence de M. René SOLARI, Liquidateur pour lequel domicile est élu à Papeete, en l'Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur.

Et en exécution d'une Ordonnance de M. le Juge-Commissaire du 10 Avril 1936.

CRÉANCES A VENDRE.

Lot unique.

Créances de M. YUNE KOUÏ n° 4008 contre :

- 1^{er} M. Mou Fat, n° 1118, demeurant à Papeete, pour la somme de Quatre mille sept cent cinquante francs (4.750 fr.) ;
- 2^o M. Lai Tzan Kong, pour la somme de Quatre cent vingt-cinq francs (425 fr.) ;
3. Yune Pang, parti en Chine, pour la somme de Neuf cents francs (900 fr.) ;
4. M. Sui Chang n° 5356, pour la somme de Mille cent soixante-douze francs (1.172 fr.) ;
- 5^o M. Wong Hong Ping n° 3078, pour la somme de Huit cent vingt-cinq francs (825 fr.) ;
- 6^o M. Hieu Yun, pour la somme de Quatre cent dix-sept francs cinquante centimes (417 fr. 50) ;
- 7^o M. Mou Tsi Tsin, pour la somme de Mille deux cent seize francs cinquante centimes (1.216 fr. 50) ;
- 8^o M. Ly Youn n° 1557, demeurant à Paea, pour la somme de Trois cent soixante-trois francs (363 fr.) ;
- 9^o M. Mou Tsiou, pour la somme de Huit cent vingt-cinq francs (825 fr.) ;
- 10^o M. Low On n° 1886, demeurant à Paea, pour la somme de Trois cent trente francs (330 fr.) ;
- 11^o M. Tchong Youk Wa, pour la somme de Deux cent vingt-un francs cinquante centimes (221 fr. 50) ;
- 12^o M. Wong Cong Wo, pour la somme de Six cent vingt-cinq francs (625 fr.) ;
- 13^o M. Yee Fou Tchun, pour la somme de Deux mille cent quarante-cinq francs (2.145 fr.) ;
- 14^o M. Mou Foon n° 4415, pour la somme de Sept cent cinquante-cinq francs (755 fr.) ;
- 15^o M. Wa Tchun, demeurant à Raiatea, pour la somme de Trois cent trente francs (330 fr.) ;
- 16^o M. Yee Tin Kong, pour la somme de Six cent soixante francs (660 fr.) ;
- 16^o M. Fong Hap Jan, pour la somme de Six mille huit cent soixante francs (6.860 fr.) ;
- 18^o M. Le On Kel, pour la somme de Soixante-dix francs (70 fr.) ;
- 19^o M. NG Teck, pour la somme de Cinq mille quatre cent soixante-quatre francs cinquante-cinq centimes (5.464 fr. 55) ;
- 20^o M. Tsin Ceon, pour la somme de Mille quarante francs (1.040 fr.) ;
- 21^o M. Mou Sin Shing, pour la somme de Cent cinquante francs (150 fr.) ;

22° M. Tin Mock, pour la somme de Cent dix-neuf francs (119 fr.);

23° M. Chun Chei Fa, parti en Chine, pour la somme de Quarante-six francs (46 fr.);

24° M. Yao Kee Sing, pour la somme de Trois cent dix-huit francs quatre-vingt-dix centimes (318 fr. 90);

25° M. Yee Min Kouï n° 2055, demeurant à Arue, pour la somme de Huit cent vingt-cinq francs (825 fr.);

26° M. Yune Sing, pour la somme de Cinq cent trente-sept francs cinquante centimes (537 fr. 50);

27° M. Ji Paleon, pour la somme de Cinq cents francs (500 fr.);

Le Cahier des Charges dressé pour parvenir à la vente a été déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance de Papeete, le 28 décembre 1936.

La mise à prix a été fixée par l'Ordonnance précitée de M. le Juge-Commissaire ainsi qu'il suit:

Lot unique. — Deux cents francs, ci. 200 »

Fait et rédigé par M^e G. Ahnne, Défenseur poursuivant à Papeete, le 29 Décembre 1936.

G. AHNNE, *Défenseur.*

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

VENTE

aux enchères publiques des créances dépendant de la Faillite Tung Ah & Co.

Il sera procédé le *Vendredi 5 février 1937*, à 8 heures du matin à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice de ladite Ville, à la vente au plus offrant et dernier enchérissseur en **un seul lot**, des créances de la Faillite Tung Ah & Co contre les tiers ci-après dénommés.

Aux requête, poursuite et diligence de M. René Solari, Liquidateur, pour lequel domicile est élu à Papeete, en l'Etude de M^e G. Ahnne, Défenseur.

Et en exécution d'une Ordonnance de M. le Juge-Commissaire, du 10 avril 1936.

Créances à vendre.

LOT UNIQUE.

Créances de la Société TUNG AH & Co contre:

1° M. Thomas Bambridge, demeurant à Papeete, pour la somme de : Neuf cents francs (900 fr.);

2° M. Marcellin Sage, demeurant à Papeete, pour la somme de : Mille cinq cent soixante-trois francs (1.563 fr.);

3° M. Jean Ably, pour la somme de : Quatre mille trois cent quatre-vingts francs (4.380 fr.);

4° M. Hawkins, pour la somme de : Mille trois cent soixante francs (1.360 fr.);

5° M. Mou Tsu Tsa, pour la somme de : Trois mille cinq cents francs (3.500 fr.);

6° M. Tchong Wi Tsu, pour la somme de : Six mille quatre cents francs (6.400 fr.).

Le Cahier des Charges dressé pour parvenir à la vente a été déposé au Greffe du Tribunal Civil de Papeete, le 28 décembre 1936.

La mise à prix a été fixée par l'Ordonnance précitée de M. le Juge-Commissaire, ainsi qu'il suit:

Lot unique : Cent francs, ci. 100 fr.

Fait et rédigé par M^e G. Ahnne, Défenseur poursuivant à Papeete, le 29 décembre 1936.

G. AHNNE, *Défenseur.*

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie-immobilière.

Au plus offrant et dernier enchérissseur en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete, en UN LOT, des immeubles ci-après désignés.

L'adjudication aura lieu le Vendredi 19 février 1937 à huit heures.

LOT UNIQUE

1° La terre "Teruatuna" sise au district de Punaauia aux environs du quatorzième kilomètre huit cents, d'une superficie de un hectare vingt cinq ares quarante trois centiares quatre vingt sept environ, bornée du côté de la mer par la route de ceinture, du côté de l'intérieur par le pied de la montagne, du côté du district de Faavaia par la terre Paouma appartenant à Motahi a Tauraa près de la route de ceinture, et par une autre parcelle de la terre Teruatuna du côté de la montagne, enfin du côté du district de Paia par la terre Tetaima, appartenant à Tematafaarere a Faataura.

2° Les constructions édifiées sur ladite terre consistant notamment en une maison d'habitation construite en bois, couverte en tôles ondulées, mesurant dix mètres de long environ sur six mètres de large environ, avec véranda's avant et arrière, composée d'une seule grande pièce.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de M^{me} V^{ve} Laguesse, propriétaire, demeurant à Papeete, subrogée aux droits de M. Bernière, père.

Sur: 1°) M^{me} Mere Yeong Atin, épouse Teihotua a Tehei, propriétaire, demeurant au district de Punaauia;

2°) M. Teihotua a Tehei, demeurant audit lieu, pris tant en son nom personnel que pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse sus-nommée;

3°) M. Ani Yeong Atin, propriétaire, demeurant audit district, pris tant en son nom personnel que pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse ci-après nommée;

4°) M^{me} Vahinehau a Faataaroa Reia, épouse Ani Yeong Atin, demeurant au même lieu.

Selon exploit de M^e Assaud, huissier exerçant près les Tribunaux de Papeete du 4 novembre 1936, enregistré et dénoncé aux saisis.

Mise à prix:

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux conformément à la loi, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le créancier poursuivant.

Lot unique : Trois mille francs, ci. 3.000 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile que tous ceux du Chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur les immeubles saisis devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete, par le Défenseur poursuivant soussigné, le 9 janvier 1937.

H. HOPPENSTEDT, *Défenseur.*

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Par suite de surenchère sur saisie-immobilière.

Le Vendredi 19 Février 1937.

à huit heures du matin.

En l'audience des Criées du Tribunal Civil de Première Instance séant au Palais de Justice, à Papeete au plus offrant et dernier enchérisseur, EN UN LOT, l'immeuble ci-après désigné :

LOT UNIQUE.

La terre "TEVAROVARO", sise dans la vallée de Sainte-Amélie, Commune de Papeete, d'une contenance superficielle d'environ cinquante hectares ; elle s'étend d'un côté du Domaine Militaire, du côté opposé par le Pic Rouge, du troisième côté par la propriété Céran et la vallée de Tipaerui, et, du quatrième côté par les propriétés Ferrand et Charles Lévy.

Cette terre est plantée en partie de cocotiers d'un rapport annuel de deux à trois tonnes de coprah.

Telles que lesdites indications ci-dessus rapportées résultant de l'obligation authentique en date du 9 Janvier 1928, requue par M^e Thuret, Notaire, souscrite par les époux Rey, au profit de M. Harry Lowell, puis transférée à M. Jens Nielsen, et encore de la saisie réelle effectuée par M^e Assaud, huissier, suivant exploit du six Mai 1936 en vertu de ladite obligation.

Des recherches faites par les poursuivants, il résulte : 1^o que le testament léguant la terre "TEVAROVARO", à M. Rey ne mentionne aucune des limites de ladite terre ; 2^o qu'il n'existe pas de plan cadastral.

Cet immeuble a été saisi à la requête des époux Thomas Nielson, demeurant à Hobro (Danemark) ayant M^e P. de Montluc pour Défenseur, par substitution à M^e L. Brault, Défenseur empêché, demeurant à Papeete, rue de Rivoli sur les époux Henri Rey, propriétaires, demeurant à Pirae (Tahiti), par procès-verbal susvisé de M^e Assaud, huissier à Papeete, en date du 6 mai 1936, visé le même jour, enregistré le 7 Mai 1936, et transcrit, après dénonciation au saisi, au Bureau des hypothèques de Papeete, le 28 Mai 1936, volume 11, n^o 43, conformément à la loi.

Par Jugement en date du 4 décembre 1936, cette terre a été adjugée à Mademoiselle Eugénie Dupond, propriétaire, demeurant à Papeete, moyennant le prix de 3.300 francs, mais une surenchère du sixième a été formée par M. Jules Rey, commerçant en bois, demeurant à Papeete, suivant acte du Greffe en date du 4 Décembre 1936 enregistré et dénoncé.

Le Cahier des charges pour parvenir à la vente de cette terre a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Mise à prix.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix suivante fixée par la surenchère.

Lot unique. — Trois mille huit cent cinquante francs, ci..... 3.850 »

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par M^e P. de Montluc, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 8 janvier 1937.

P. DE MONTLUC, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

EXTRAIT des statuts de la Société Coopérative de consommation "MOHITU"

Vahitahi — Tuamotu rattachée aux Gambier.

Constitution.

Article 1^{er}. — Entre les souscripteurs des parts du capital initial et ceux qui adhéreront par la suite aux présents statuts, il est constitué une Société Coopérative de consommation, dans la forme des Sociétés anonymes à capital et personnel variables.

Cette Société prend le nom de : *Mohitu*.

Art. 2. — Elle a pour objet :

L'achat en commun de tous produits de consommation, d'habillement, de fournitures diverses, etc... et la répartition de ces produits entre les sociétaires.

L'achat et la vente à ses sociétaires de ces mêmes produits au détail.

Art. 3. — La durée de la Société est fixée à cinq années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Le siège social est établi à Vahitahi (Ile Tuamotu rattachée aux Gambier).

Capital social — Parts — Versements.

Art. 5. — Le capital social est formé au moyen de parts souscrites par les sociétaires.

Le capital initial est fixé à quatre mille deux cents francs et divisé en quatre vingt-quatre parts de cinquante francs chacune.

Art. 9. — Tout sociétaire doit être français ou sujet français.

L'admission des sociétaires nouveaux n'a lieu qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Administration qui statuera à la majorité.

Tout sociétaire doit souscrire au moins une part.

L'adhésion à la Société emporte engagement de se conformer non seulement aux présents statuts, mais encore à tous les règlements intérieurs qui pourront être établis par le Conseil d'Administration sous réserve de l'application de la plus prochaine Assemblée Générale.

Direction — Gérance.

Art. 19. — Le Conseil d'Administration peut nommer un Directeur ou un gérant même en dehors des sociétaires.

Le Directeur ou le Gérant exerce ses fonctions sous la direction, le contrôle et la surveillance du Conseil d'Administration.

Il peut recevoir un traitement annuel dont la quotité est arrêtée par le Conseil d'Administration.

Il représente le Conseil d'Administration vis-à-vis des tiers dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés.

Commissaire aux comptes.

Art. 20. — Il est nommé chaque année par l'Assemblée Générale un Commissaire aux Comptes et un Commissaire suppléant chargés d'exercer une surveillance continue sur la

gestion de la Société, tant par le Conseil d'Administration que par le Directeur ou le Gérant.

Les Commissaires aux Comptes sont rééligibles. Leurs fonctions sont gratuites.

Les Commissaires ont, à toute époque et chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, le droit de prendre connaissance des livres et d'examiner les opérations de la Société.

Le Commissaire suppléant n'opère que sur l'ordre ou en l'absence du Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes peut, en cas d'urgence, et pour des faits graves, convoquer l'Assemblée Générale. Il assiste aux réunions du Conseil d'Administration, mais n'a pas de voix délibérative.

Etat de situation — Inventaire.

Art. 27. — L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Il est établi, chaque mois, un état sommaire de la situation de la Société, en actif et passif. Cet état est mis à la disposition du Commissaire aux comptes.

A la fin de chaque exercice, il est dressé un inventaire. Cet inventaire, ainsi que le bilan, avec à l'appui le relevé du compte de profits et pertes est mis à la disposition du Commissaire aux comptes au plus tard dans le courant du mois de janvier et, en tous cas, quarante jours au moins avant la date fixée pour l'Assemblée Générale ordinaire.

Quinze jours avant l'Assemblée Générale, tout sociétaire peut prendre communication de ces pièces au siège social.

Dissolution — Liquidation.

Art. 30. — En cas de perte des trois quarts du capital social, les Administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'Assemblée Générale de tous les sociétaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

La résolution de l'Assemblée Générale est dans tous les cas rendue publique.

Art. 31. — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation, elle nomme un ou plusieurs liquidateurs ou confie la liquidation aux administrateurs en exercice. Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée Générale se continuent comme pendant l'existence de la Société.

Toutes les valeurs de la Société sont réalisées par les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus. Après paiement des dettes sociales, il est procédé au remboursement du capital, soit en totalité si l'actif de la Société le permet, soit au prorata du nombre de parts dans le cas contraire. En cas d'excédent d'actif, après ces opérations, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décidera l'attribution des sommes restant en caisse, soit à une œuvre d'utilité locale, soit au budget local.

Dispositions générales.

Art. 33. — La comptabilité doit être tenue en partie simple conformément aux prescriptions généralement en vigueur dans la Colonie.

Art. 34. — La Société se soumet aux opérations de contrôle et de surveillance qui pourraient être demandées par

l'Administration locale ou les banques à raison pour ces dernières des avances qu'elles pourraient consentir.

Art. 35. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il sera décidé des règlements intérieurs par les soins du Conseil d'Administration.

Assemblée constitutive.

Art. 36. — Les statuts ci-dessus, ont été discutés et approuvés par :

.....
qui ont souscrit chacun une ou plusieurs parts du capital initial fixé à quatre mille deux cents francs et aussitôt réunis en Assemblée constitutive ont nommé un Conseil d'Administration composé de MM. Tupuhoe a Tevai — Tehio a Teuira — Teaopehei Ragi — Marere a Tane — Taihuka a Tekakeahara.

M. Tearoha a été élu Commissaire aux comptes et M. Tané Hiti Commissaire suppléant.

Le Conseil d'Administration aussitôt réuni a nommé :

Président : M. Tupuhoe a Tevai.

Vice-Président : M. Tehio a Teuira.

Secrétaire : M. Teaopehei Ragi.

Trésorier : M. Marere a Tané.

M. Taihuka a Tekakeahara.

Art. 37. — Avant de se dissoudre, l'Assemblée constitutive a donné tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration pour procéder aux formalités d'enregistrement, d'insertion et de publication prescrites par la loi.

Fait à Vahitahi, le 25 octobre 1936.

Papeete, le 30 décembre 1936.

Approuvé :

Le Gouverneur p. i.,

H. SAUTOT.

EXTRAIT des statuts de la Société Coopérative de consommation "TITAHI"

Vahitahi — Tuamotu rattachée aux Gambier.

Constitution.

Article 1^{er}. — Entre les souscripteurs des parts du capital initial et ceux qui adhéreront par la suite aux présents statuts, il est constitué une Société Coopérative de consommation, dans la forme des Sociétés anonymes à capital et personnel variables.

Cette Société prend le nom de : *Titahi*.

Art. 2. — Elle a pour objet :

L'achat en commun de tous produits de consommation, d'habillement, de fournitures diverses, etc... et la répartition de ces produits entre les sociétaires.

L'achat et la vente à ses sociétaires de ces mêmes produits au détail.

Art. 3. — La durée de la Société est fixée à cinq années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Art. 4. — Le siège social est établi à Vahitahi (Ile Tuamotu rattachée).

Capital social — Parts — Versements.

Art. 5. — Le capital social est formé au moyen de parts souscrites par les sociétaires.

Le capital initial est fixé à *trois mille francs* et divisé en *trente parts de cent francs* chacune.

Art. 9.— Tout sociétaire doit être français ou sujet français. L'admission des sociétaires nouveaux n'a lieu qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Administration qui statuera à la majorité.

Tout sociétaire doit souscrire au moins une part.

L'adhésion à la Société emporte engagement de se conformer non seulement aux présents statuts, mais encore à tous les règlements intérieurs qui pourront être établis par le Conseil d'Administration sous réserve de l'application de la plus prochaine Assemblée Générale.

Direction — Gérance.

Art. 19.— Le Conseil d'Administration peut nommer un Directeur ou un gérant même en dehors des sociétaires.

Le Directeur ou le Gérant exerce ses fonctions sous la direction, le contrôle et la surveillance du Conseil d'Administration.

Il peut recevoir un traitement annuel dont la quotité est arrêtée par le Conseil d'Administration.

Il représente le Conseil d'Administration vis-à-vis des tiers dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés.

Commissaire aux comptes.

Art. 20.— Il est nommé chaque année par l'Assemblée Générale un Commissaire aux Comptes et un Commissaire suppléant chargés d'exercer une surveillance continue sur la gestion de la Société, tant par le Conseil d'Administration que par le Directeur ou le Gérant.

Les Commissaires aux Comptes sont rééligibles. Leurs fonctions sont gratuites.

Les Commissaires ont, à toute époque et chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, le droit de prendre connaissance des livres et d'examiner les opérations de la Société.

Le Commissaire suppléant n'opère que sur l'ordre ou en l'absence du Commissaire aux comptes.

Le Commissaire aux comptes peut, en cas d'urgence, et pour des faits graves, convoquer l'Assemblée Générale. Il assiste aux réunions du Conseil d'Administration, mais n'a pas de voix délibérative.

Etat de situation — Inventaire.

Art. 27.— L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Il est établi, chaque mois, un état sommaire de la situation de la Société, en actif et en passif. Cet état est mis à la disposition du Commissaire aux comptes.

A la fin de chaque exercice, il est dressé un inventaire. Cet inventaire, ainsi que le bilan, avec à l'appui le relevé du compte de profits et pertes est mis à la disposition du Commissaire aux comptes au plus tard dans le courant du mois de janvier et, en tous cas, quarante jours au moins avant la date fixée pour l'Assemblée Générale ordinaire.

Quinze jours avant l'Assemblée Générale, tout sociétaire peut prendre communication de ces pièces au siège social.

Dissolution — Liquidation.

Art. 30.— En cas de perte des trois quarts du capital social,

les Administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'Assemblée Générale de tous les sociétaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

La résolution de l'Assemblée Générale est dans tous les cas rendue publique.

Art. 31.— A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation, elle nomme un ou plusieurs liquidateurs ou confie la liquidation aux Administrateurs en exercice. Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée Générale se continuent comme pendant l'existence de la Société.

Toutes les valeurs de la Société sont réalisées par les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus. Après paiement des dettes sociales, il est procédé au remboursement du capital, soit en totalité si l'actif de la Société le permet, soit au prorata du nombre de parts dans le cas contraire. En cas d'excédent d'actif, après ces opérations, l'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décidera l'attribution des sommes restant en caisse, soit à une œuvre d'utilité locale, soit au budget local.

Dispositions générales.

Art. 33.— La comptabilité doit être tenue en partie simple conformément aux prescriptions généralement en vigueur dans la Colonie.

Art. 34.— La Société se soumet aux opérations de contrôle et de surveillance qui pourraient être demandées par l'Administration locale ou les banques à raison pour ces dernières des avances qu'elles pourraient consentir.

Art. 35.— Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il sera décidé des règlements intérieurs par les soins du Conseil d'Administration.

Assemblée constitutive.

Art. 36.— Les statuts ci-dessus, ont été discutés et approuvés par :

MM.
qui ont souscrit chacun *une part* du capital initial fixé à *trois mille francs* et aussitôt réunis en Assemblée constitutive ont nommé un Conseil d'Administration composé de MM. Kaurua a Tagaroa — Takaoa Tahuka — Tekehu a Puhia — Tagia Tanehoia-Tonui a Kaurua.

M. Tanatoa a été élu commissaire aux comptes et M. Hinanau commissaire suppléant.

Le Conseil d'Administration aussitôt réuni a nommé :

Président : M. Kaurua a Tagaroa,
Vice-Président : M. Takaoa Tahuka,
Secrétaire : M. Tekehu a Puhia.
Trésorier : M. Tagia Tanehoia.
M. Tunui a Kaurua.

Art. 37.— Avant de se dissoudre, l'Assemblée constitutive a donné tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration pour procéder aux formalités d'enregistrement, d'insertion et de publication prescrites par la loi.

Fait, à Vahitahi le 25 octobre 1936.

Papeete, le 30 décembre 1936.

Approuvé :

Le Gouverneur p. i.,
H. SAUTOT.

CESSION DE FONDS DE COMMERCE**Deuxième insertion.**

Suivant acte passé devant M^e Dubouch, Notaire à Papeete, le 15 décembre 1936, enregistré, M^{me} Veuve Russell agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs, a vendu à M. Jones un fonds de commerce de parfumerie, objets et curiosités exotiques, ayant pour enseigne "S. RUSSEL", et exploité à Papeete, Quai du Commerce.

Ledit fonds consistant en :

a) L'enseigne, la clientèle et l'achalandage attachés au fonds de commerce ;

b) Le matériel et l'agencement servant à l'exploitation du fonds ;

c) Et les marchandises le garnissant.

La prise de possession a été fixée au 25 novembre 1936.

Les oppositions devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion, à Papeete, en l'étude de M^e Dubouch, Notaire.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT**" OCEANIA "**

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS

ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

CALENDRIER POUR 1937

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

